



ENDA

FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE AU CAMEROUN : QUELLE AMPLEUR?

**Robertine Tankeu
Consultante Genre et TIC
Directrice ANAIS.AC**

Mars 2005

VII.4.2.	Coopération multilatérale.....	15
VII.4.3.	La Société civile.....	16
VIII	-Genre et sites “cm” au Cameroun-----	16

2^{ème} PARTIE : GENRE ET TIC : ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE..... 18

I -	Genre dans les institutions camerounaises -----	18
II -	Connaissance de genre et sexe -----	21
III -	Genre et ordinateur -----	23
IV -	Genre et internet -----	27
V -	Genre et telephone mobile-----	31

3^{ème} PARTIE : INDICATEURS DE LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE 34

I -	Indicateur de contrôle -----	34
I.1	Le genre dans les sphères de décision-----	34
I.2	Prise en compte du genre dans les politiques TIC-----	35
II -	Indicateur de contenu-----	36
II.1	Categories et adequation des contenus aux besoins exprimes -----	36
II.2	Genre dans les contenus virtuels-----	36
III -	Indicateur de capacités -----	37
III.1	Scolarisation/Formation-----	37
III.2	Genre et formation numerique -----	37
IV -	Indicateur de connectivite -----	38
IV.1	Acces/Accessibilite aux TIC-----	38
IV.2	Difficultes d’acces et d’accessibilite aux TIC-----	38

CONCLUSION..... 39

RECOMMANDATIONS 40

ANNEXES	41
Annexe 1 : Questionnaires d'enquête-----	42
Annexe 2 : Tableau synthétique des indicateurs de la FNG au Cameroun-----	51
Annexe 3 : Échelle de mesure de la fracture numérique de genre-----	57
BIBLIOGRAPHIE	58

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

SIGLES

SIGNIFICATIONS

ADEN :	Aide au Désenclavement numérique.
ANAIS.AC :	Advisory Network for African Information Society.
ANTIC :	Agence Nationale des Technologies de l'information et de la communication.
ART :	Agence de Régulation des Télécommunications.
CAMTEL :	Cameroon Telecommunications.
CEA :	Commission Économique pour l'Afrique.
CEDAW :	Convention for the Elimination of all forms of Discrimination Against Women.
FAI :	Fournisseur d'Accès Internet.
FNG :	Fracture numérique de genre.
GSM :	Standard européen du service de téléphonie mobile.
IAI :	Institut Africain d'Informatique.
IDH :	Indice de Développement Humain.
MINESUP :	Ministère de l'Enseignement Supérieur.
MINPOSTEL :	Ministère des Postes et Télécommunications.
MINPROFF :	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.
MTN :	Mobile Telecommunications Network.
NICI :	Plan National des Infrastructures de la Communication et de l'Information.
ODM :	Objectif de Développement du Millénaire.
ONG :	Organisation Non Gouvernementale.
ONUDI :	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.
SIGEFI :	Système de Gestion des Finances.
SIGIPES :	Système Intégré de Gestion Informatique du Personnel et de la Solde
TIC :	Technologies de l'information et de la communication.
TICAD-IT :	Tokyo International Conference on African Development – Information Technology.
UIT :	Union Internationale des Télécommunications.
UNESCO :	United Nations Organisation for Education, Science and Culture.
VSAT :	Very Small Aperture Terminal (très petite station terrienne).

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'objectif de l'étude est de mesurer, à partir de données et d'indicateurs, la fracture numérique de genre au Cameroun et d'en sortir avec un indicateur synthétique de FNG obtenu à partir de quatre indices. Trois TIC (ordinateur, internet et téléphone mobile) ont été retenues de par leur caractère essentiel pour la promotion de l'égalité de genre dans la société de l'information et du fait qu'elles se développent très rapidement dans nos pays. La mesure s'est faite dans quatre domaines jugés stratégiques en terme de relations hommes-femmes dans la société de l'information; il s'agit du contrôle, du contenu, des capacités et de la connectivité.

Afin d'atteindre notre objectif et de produire des résultats représentatifs de la société camerounaise, une enquête par sondage s'est effectuée auprès de 1547 individus et 50 institutions camerounaises répartis dans quatre provinces (Centre, Littoral, Ouest et Nord-Ouest) et dans les zones rurale, péri-urbaine et urbaine. Au terme de l'exercice de collecte, de traitement et d'analyse des données, il ressort que d'après notre échantillon, **il existe une réelle fracture numérique de genre au Cameroun en faveur de l'homme. L'indicateur synthétique de FNG est de 0.81** selon notre échelle de mesure.

Ce chiffre global cache des disparités de genre observées au niveau des indices calculés dans nos quatre domaines stratégiques. D'après notre nomenclature, il existe **un gouffre numérique de genre en faveur de l'homme** au niveau de **l'indice de contrôle** car il est de **0.41**; **l'indice de pertinence de contenu** est de **1.13** ce qui traduit **une fracture numérique de genre en faveur de la femme**; **l'indice de capacités** de l'ordre de **0.97** exprime **une fissure numérique de genre en faveur de l'homme**, de même que **l'indice de connectivité** qui est de **0.96**.

I - INTRODUCTION

Il n'est plus à démontrer le rôle majeur que joue les TIC en tant qu'outil de promotion socio-économique, mais aussi de développement personnel. Selon la Commission des sciences et de la technologie au service du développement, les TIC "*revêtiront une importance cruciale pour le développement durable dans les pays en développement*" (Credé et Mansell 1998). Au Cameroun, le secteur a connu ces cinq dernières années, une évolution, marquée par la libéralisation du secteur. Des opérateurs privés sont entrés en scène augmentant ainsi l'offre des produits et services TIC. Bien que des efforts soient entrepris pour rendre universel l'accès et l'utilisation de ces TIC, on constate encore une certaine inégalité de répartition entre les zones, rural versus urbain. Le monde rural défailtant en infrastructure de base, son arrimage à la société de l'information est plus pénible qu'en zone urbaine.

Dans la même perspective, les retombées des TIC ne sont pas neutres ou indifférentes sur les individus. Son accès ou son utilisation dépend de la capacité de tout un chacun. Homme-femme, nantis-moins nantis, jeunes-moins jeunes, ne bénéficient pas de la même façon des avantages que procurent les TIC. En se limitant aux relations hommes-femmes dans la société camerounaise, caractérisées par la marginalisation de la femme aux plans politique, économique et socio-culturel, on peut dire à priori que les femmes, comparées aux hommes sont défavorisées en matière de TIC. Au Cameroun, les données et indicateurs de genre et TIC sont rares. En l'absence de ces éléments de mesure, il sera difficile pour les décideurs de mener des politiques justes en vue d'une société de l'information équitable et inclusive. "*Sans données, pas de visibilité, sans visibilité, pas de priorité*", Huyer, Sophia and Gunnar Westholm, 2001.

Faisant ce constat, l'ONG ENDA Tiers monde basée a Dakar, a entrepris de mener des recherches dans six pays francophones d'Afrique dont le Cameroun fait parti, afin d'élucider à partir d'indicateurs significatifs et fiables, la situation des hommes et des femmes dans la société de l'information qu'on veut inclusive et équitable. En procédant ainsi, cela permettrait d'avoir des éléments d'appréciation du secteur des TIC et partant de contribuer à la lutte contre la pauvreté qui frappe encore près de la moitié de la population camerounaise et principalement les femmes. Ce document s'inscrit dans cette perspective.

Le présent rapport qui se veut un manuel de plaidoyer en direction des décideurs camerounais, vise à mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre au Cameroun à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC. De manière spécifique, il s'agit de:

- organiser un réseau national de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique;
- identifier un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives permettant d'illustrer et de mesurer la fracture numérique de genre au Cameroun;
- mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données à partir de recherches entreprises sur le terrain et en proposer une analyse de synthèse;
- produire, publier et diffuser les résultats auprès des audiences d'utilisateurs concernés.

Le rapport est structuré comme suit: la première partie brosse le contexte des TIC et genre au Cameroun; dans la deuxième partie, il s'agit d'une analyse quantitative et qualitative des TIC sous l'angle du genre et enfin dans la troisième partie, on essaye de mesurer et de qualifier la valeur des indicateurs.

II - MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique a consisté essentiellement en une démarche participative; quatre phases ont maillonné le processus.

1 - COMPREHENSION DU MANDAT ET EVALUATION DU CONTEXTE NATIONAL

Le projet a démarré en mars 2004. Ainsi lancé, il était question pour toute l'équipe de chercheurs nationaux de s'imprégner de celui-ci et de définir ensemble les éléments clés de l'étude afin de mieux comprendre la problématique soulevée. Cette étape s'est faite essentiellement en ligne. Dans le même temps, une analyse de l'état des lieux des TIC et genre dans chacun des pays respectifs de l'étude s'est effectuée à travers la recherche documentaire et les entretiens avec les principaux acteurs du secteur. Cette première phase a duré six mois de mars à août 2004.

2 - MISE A NIVEAU ET ELABORATION DES OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES

Une fois le projet assimilé et les contextes nationaux analysés, un atelier sous-regional d'une semaine, du 9 au 14 août 2004, s'est tenu à Dakar. Il a rassemblé les membres de l'équipe de recherche, des représentants du réseau genre et TIC et quelques personnes ressources. Le but de cet atelier était de statuer sur la nature des données et indicateurs à collecter dans chacun des six pays respectifs, les lieux, méthodes et procédures de collecte, de restitution et de traitement. Au terme de cette phase, trois outils de collecte ont été élaborés: un questionnaire individu, un questionnaire institution (voir annexe 1) et un manuel de l'enquêteur.

3 - COLLECTE DES DONNEES

Pour les besoins de recherche, trois TIC ont été retenues à cause de leur caractère stratégique pour la promotion de l'égalité de genre dans la société de l'information, du fait qu'elles se développent très rapidement dans nos pays et permettent mieux le développement personnel. Ces trois TIC sont l'ordinateur, l'internet et le téléphone mobile. A l'aide des questionnaires, la collecte des données s'est étendue sur l'ensemble du territoire national dans les provinces du Centre, Littoral, Ouest et Nord Ouest. Après une formation d'une journée dans les locaux d'Anais, 14 enquêteurs et 3 superviseurs ont sillonné les zones urbaine, peri-urbaine et rurale de ces provinces pendant un mois, d'octobre à novembre 2004.

La méthode de collecte a consisté en des entretiens et interviews sur la base des questionnaires auprès des individus pris aléatoirement dans les lieux tels que: les entreprises publique, para-publique et privée, les ONG et associations, les centres de formation, lycées et universités, cybercafés, ménages et même dans la rue. Pour le questionnaire institution, il s'est agit d'interviews auprès des principaux acteurs dans le domaine des TIC.

4 - TRAITEMENT DES DONNEES

Au terme de la phase de collecte, deux types de données en sont sorties: les données quantitatives et les données qualitatives. Pour les données quantitatives, deux opératrices ont utilisé le logiciel EPI INFO pour la saisie. De même le traitement statistique s'est effectué à l'aide d'EPI INFO dans un premier temps, et par la suite, par souci d'harmonisation du travail régional, on a du convertir les données en SPSS. Les tableaux et graphiques ont été élaborés à l'aide des logiciels Excell et Word. En ce qui concerne les données qualitatives, l'exploitation a été faite selon l'analyse des contenus.

5 - DIFFICULTES ET LIMITES METHODOLOGIQUES

Il est à noter que cette étude constitue une grande première dans le domaine au Cameroun. Cette primeur ne se fait pas sans que des difficultés ne soient rencontrées. Au nombre de celles-ci, on peut citer les principales suivantes:

- faible disposition des documents de référence;
- données désagrégées genre et TIC rarement disponibles;
- réticence de certains enquêtés à répondre aux questions "personnelles";
- collaboration parfois difficile de certaines institutions.

La recherche étant exploratoire et non exhaustive, et la population enquêtée étant un échantillon et non un recensement, la lecture des résultats devrait être faite avec beaucoup de circonspection.

III - ECHANTILLONNAGE

Notre échantillon est composé de 50 institutions et de 1547 individus. Les institutions enquêtées sont des secteurs public, para-public, privé et de la société civile. Quant aux individus, ce sont des hommes et des femmes (756 femmes soit 48.9% et 791 hommes soit 51.1%) répartis sur l'ensemble du territoire national (Centre, Littoral, Ouest et Nord Ouest) et dans les trois zones géographiques à savoir urbain (47.6%), péri-urbain (26.8%) et rurale (25.7). Les individus enquêtés étaient tous des camerounais(es) âgés d'au moins 15 ans et résidents au Cameroun. 51.7% de l'échantillon sont des jeunes de 15 à 29 ans, 29.7% de 30 à 44 ans, 13.4% de 45 à 59 ans et 5.2% de 60 ans et plus. Pour une meilleure représentativité et des résultats reflétant l'opinion de toutes les franges de la population, toutes les couches sociales ont été atteintes. Le choix des répondants s'est fait sur une base aléatoire, mais tenant compte du pourcentage des hommes et des femmes dans la population totale et de la stratification par âge.

1^{ère} PARTIE : CONTEXTE NATIONAL DES TIC ET GENRE AU CAMEROUN

Situé au coeur de l'Afrique, le Cameroun de par sa grande diversité géographique, humaine et linguistique, fait de lui l'Afrique en miniature. Sa superficie est de 475 000 km² dont environ 238 600 km² de surface forestière et un taux de déforestation d'environ 1% l'an. Les conditions climatiques favorables ont permis le développement d'une agriculture aussi bien de rente que vivrière. Mais la faiblesse d'infrastructure de transport et du réseau de communication ne permet pas une répartition équitable des produits sur l'ensemble du territoire.

I - CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

1- Population: En 2003 la population camerounaise était estimée à 15 746 179 habitants avec 49.7% de femmes et une densité de la population de 33 habitants au km². Avec un taux de croissance de l'ordre de 2.02%, les jeunes forment la majorité de la population: 70.6% sont des jeunes de moins de 30 ans. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes. En moyenne, l'espérance de vie à la naissance est de 48.05 ans: 48.97 pour les femmes et 47.15 pour les hommes.

2-Urbanisation: Le Cameroun connaît une urbanisation rapide soutenue principalement par l'exode rurale: 50.4% de la population vit en milieu urbain. A Yaoundé et Douala, les principales villes, le taux de croissance de la population est respectivement de 7% et 6.4% avec pour corollaire l'insuffisance et la non adaptation des infrastructures de base.

II - CARACTERISTIQUES SOCIO-POLITIQUES

Le régime politique au Cameroun est un régime présidential. Le mandat du Président est de 7 ans renouvelable une fois. Le gouvernement est composé de 65 ministres et assimilés avec seulement 6 femmes; soit 9% de l'effectif. Le Parlement comprend 2 chambres: l'Assemblée nationale avec 180 députés dont 16 sont des femmes (9%) élus pour un mandat de 5 ans et le Senat, pas encore opérationnel. Au niveau du commandement, aucune femme n'est Préfet ou Gouverneur de province.

Les années 90, années de braise à cause de fortes tensions socio-politiques, ont vu le passage du parti unique au multipartisme et le déploiement de la société civile. On dénombre une centaine de partis politiques et seulement un dirigé par une femme qui a vu sa candidature rejetée lors des dernières élections présidentielles, et plus de 500 ONG et associations au Cameroun.

III - CARACTERISTIQUES SOCIO-CULTURELLES

La société camerounaise est une société patriarcat ou le mari est le chef de famille. Dans cet univers, la femme est très souvent relayée à un rôle de subordination ce qui entrave son accès et son contrôle aux ressources, sa mobilité et son droit à la prise de décision.

Plus de 200 ethnies et près de 200 langues locales sont dénombrés au Cameroun. L'anglais et le français sont les deux langues officielles. 80% de la population est de culture francophone contre 20% de culture anglophone.

IV - ÉDUCATION

Le secteur de l'éducation est caractérisé par une offre des services insuffisante à la demande et à la précarité des revenus des parents. Le ratio enseignant/élèves reste très élevé en raison de l'accroissement continu de l'effectif des élèves, du manque d'enseignants et du faible accroissement des infrastructures scolaires. Le faible revenu des parents pénalise beaucoup plus les filles en âge scolaire que les garçons car les familles se trouvent très souvent à sacrifier l'éducation des filles au profit de celle des garçons.

Malgré les faiblesses de son système éducatif, le Cameroun reste l'un des pays au Sud du Sahara le plus scolarisé et le plus alphabète comme le témoigne les différents indicateurs: en 2003, 79% de la population âgée de plus de 15 ans était alphabète et de ce taux, 84.76% sont des hommes contre 73.4% des femmes et en 2000-2001, le taux brut de scolarisation était de 48%.

Au niveau primaire, l'enseignement est obligatoire et gratuit au public. Avec entre autres, la suppression des frais d'écolage, le taux de scolarisation s'est beaucoup amélioré; en 2000, il était de 91%: soit 84% chez les filles et 98% chez les garçons.

L'enseignement secondaire dispensé est de 2 types: général et technique/professionnel. L'enseignement général comprend 2 filières: la série littéraire et la scientifique. En 2000, 47% de l'effectif scolarisé était des filles et dû à des stéréotypes de genre, les filles se retrouvent surtout dans la filière littéraire. Toujours dans la même année, le ratio filles/garçons était de 85.6%.

Depuis 2003, l'enseignement de l'informatique est inscrit dans le cursus scolaire et à partir de la rentrée 2005/06, il y aura création d'un brevet informatique et internet et ouverture d'une filière technologie de l'information.

Au niveau supérieur, en 2003-2004, 64% de l'effectif était des hommes contre 36% de femmes et dans la même période, 14.3% d'enseignants étaient des femmes contre 85.69% d'hommes. Toutes les universités d'Etat, au nombre de 6, sont équipées d'infrastructures d'accès à internet pour la plupart des VSAT. En moyenne, chaque université possède 111 ordinateurs et une dizaine pour les services administratifs.

V - CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES ET EMPLOI

L'économie camerounaise a connu ces cinq dernières années une croissance soutenue de l'ordre de 4.8%, due principalement à la stabilité du pays, à l'allègement du fardeau de la dette et à la maîtrise de l'inflation qui se situait autour de 4.5% en 2002. Malgré cette performance, le Cameroun se classe au 141^{ème} rang sur 177 en terme d'IDH et cette croissance reste insuffisante pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 conformément aux ODM. Le taux de chômage reste élevé surtout chez les femmes et les jeunes diplômés. En 2001, il était 17.1% soit 32.3% en milieu urbain et 8.6% en milieu rural. En 2002, le PNB per capita était estimé à 1700\$us. La pauvreté reste encore au Cameroun un défi majeur à surmonter car près de la moitié de la population vit avec moins de 1 \$us par jour (48%). Cette pauvreté a encore une couleur féminine car 70% de cette catégorie est constituée de femmes surtout de milieu rural. L'agriculture est le secteur le plus important avec une contribution de 46% à l'économie comparativement à 21% pour l'industrie et 33% pour les services. Elle emploie 70% de la main d'oeuvre contre 13% à l'industrie et au commerce et 17% aux autres secteurs. En ce qui concerne la participation de la femme à la vie économique, et au travail, elle reste encore faible; en 1998, les femmes représentaient 37.5% de la population active. On les retrouve principalement dans le secteur agricole ou elles évoluent surtout dans l'agriculture vivrière à cause de leurs moyens limités. Le travail des femmes est moins bien payé que celui des hommes. Il est de 1235\$us contre 2787\$ pour les hommes.

VI - GENRE, TEXTES LEGAUX ET POLITIQUE NATIONALE AU CAMEROUN

La constitution camerounaise ne fait pas de différence entre les sexes. Au préambule, il est mentionné que tout être humain, sans distinction de race, de religion, de sexe et de croyance possèdent des droits inaliénables et sacrés. L'Etat garantit à tous les citoyens de l'un et de l'autre sexe, les droits et libertés. Avec la création d'un nouveau ministère, celui de la promotion de la femme et de la famille, on espère qu'enfin le Cameroun va se doter d'un code de la famille.

Dans son document de stratégie de lutte contre la pauvreté en vue de l'atteinte des objectifs du millénaire, le Gouvernement camerounais a adhéré à l'objectif de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en ciblant d'éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard. Pour atteindre cet objectif, le Cameroun a mis en place des mécanismes nationaux et s'est allié à la communauté internationale en ratifiant des textes à l'instar de la CEDAW.

En matière de politique nationale en genre, c'est le nouveau ministère de la promotion de la femme et de la famille qui est en charge. C'est lui qui veille au respect de l'application de la politique nationale en genre. En effet, au Cameroun, la politique préconise que dans chaque ministère, au moins 30% de l'effectif doit être constitué de femmes, objectif loin d'être atteint. En principe, dans chaque ministère, il existe un point focal pour y veiller. La politique nationale met l'accent sur le renforcement des capacités des femmes aux petits métiers (couture, artisanat, puériculture...) à travers ses centres de promotion de la femme répartis sur tout le territoire.

Au regard des caractéristiques politique, économique et socio-culturelle de la société camerounaise, la femme bien que scolarisée en terme absolu, ne bénéficie pas toujours des mêmes avantages que l'homme dans la vie publique. Cette situation la pénalise et contribue en quelque sorte à sa faible appropriation des TIC.

VII - ÉTAT DES LIEUX DES TIC

VII.1- Cadre réglementaire et législatif

La réglementation en vigueur date de 1998. Les textes de lois et règlements dans le secteur des TIC accordent une part belle au sous secteur des télécommunications. Il n'existe pas encore de cadre juridique réglementant les TIC définit comme informatique et internet. Ces textes, d'une vingtaine, démontrent de la volonté du Gouvernement de faire des TIC un outil de promotion du développement socio-économique du pays, de réduction de la pauvreté et de la bonne gouvernance. Dans son contenu, les textes de loi ne font pas de distinction de genre, mais dans les principes, l'égalité de sexes constitue le fondement des textes. La politique sectorielle et l'élaboration des textes de loi et règlements relèvent du Ministère des postes et télécommunications. Le Cameroun a opté pour une séparation de la réglementation des contenants et des contenus. Le régime juridique des contenants s'applique aux infrastructures, réseaux et services des télécommunications. Le cadre réglementaire des contenus, en cours d'élaboration, concerne la prévention des crimes informatiques, les signatures électroniques, la sécurité et la cryptographie.

VII.2 - Cadre institutionnel

C'est au plus haut niveau de l'autorité suprême de l'Etat que l'engagement pour une société de l'information inclusive et équitable s'est manifesté. On note une certaine volonté, bien qu'elle ne soit pas véritablement traduite dans les faits, d'arrimer le Cameroun à la société de l'information en y impliquant tous les acteurs du développement. Dans les textes, c'est l'ANTIC qui sera chargée de promouvoir et de suivre l'action gouvernementale dans le domaine des TIC. En l'absence de son existence concrète sur le terrain, c'est le MINPOSTEL, avec des moyens très limités en terme de ressources humaines qualifiées en ce qui concerne le sous secteur informatique et internet, qui exerce la fonction de réglementation et de supervision générale du secteur. Il élabore et met en oeuvre la politique sectorielle des télécommunications. La politique met l'emphase sur le développement des infrastructures et réseaux de télécommunications, mais également sur le développement d'une industrie viable de fabrication des équipements et des matériels de télécommunications ainsi que de production d'une main d'oeuvre suffisante et qualifiée nécessaire à la société et à l'économie de l'information et du savoir. La stratégie en cours d'élaboration, vise à accroître l'offre et l'usage des TIC en vue d'accélérer la croissance économique, de garantir la compétitivité du territoire national et d'assurer le bien être économique, social et culturel de tous les camerounais. De même l'égalité des chances et la valorisation de l'identité camerounaise sont des objectifs qui devront être atteints. Dans ses principes, la stratégie va accorder la priorité aux programmes et initiatives qui contribuent au renforcement des capacités de réalisations des ODM, de réduction de la pauvreté et de bonne gouvernance. Tous les groupes sociaux, les femmes et les jeunes diplômés en chômage, seront bénéficiaires des résultats de cette stratégie.

L'ART assure la régulation, le contrôle et le suivi des activités des opérateurs et des exploitants du secteur des télécommunications. En tant qu'organe régulateur du marché concurrentiel des télécommunications, elle veille dans sa mission, au respect du principe d'égalité de traitement des usagers dans toutes les entreprises de télécommunications, de même elle s'assure que l'accès aux réseaux ouverts au public s'effectue dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

VII.3 - Offre en infrastructures et services TIC

L'exploitation du secteur des télécommunications au Cameroun est entre les mains d'un établissement public, CAMTEL et des intervenants du secteur privé (MTN, Orange et une dizaine de FAI).

VII.3.1. CAMTEL

Entreprise d'Etat en cours de privatisation, elle est chargée de fournir tout service public de télécommunications au niveau national et international, en particulier les services de téléphone, de télex, de télégramme et de télécopie entre points fixes et les données, et internet. Elle jouit d'un monopole sur le service de téléphonie fixe et exploite un réseau constitué de trois centres de télécommunications spatiales à Yaoundé, Douala et Garoua. Conformément à la réglementation en vigueur, CAMTEL est jusqu'à ce jour le seul fournisseur d'accès officiellement reconnu. Elle applique un tarif préférentiel sur les communications vers internet; c'est ainsi qu'un abattement de l'ordre de 60% est appliqué.

Le développement des TIC étant étroitement lié à la qualité des infrastructures de télécommunications, on constate que les capacités nationales restent encore faibles, mal réparties et les infrastructures vétustes: moins de 2% des camerounais disposent d'une ligne de téléphone fixe à cause des lourdeurs administratives et du coût élevé d'obtention des lignes téléphoniques (officiellement, cela coûte 118 700cfa pour obtenir une ligne commerciale et 47 480cfa pour une ligne résidentielle). Cette situation a favorisé l'expansion depuis ces trois dernières années du téléphone mobile.

VII.3.2. Intervenants du secteur privé

Pour ce qui est de la téléphonie mobile GSM, deux sociétés privées exploitent ce sous secteur au Cameroun: MTN et Orange. Quant à internet, une dizaine de FAI se déploient sur le terrain. En matière de formation en TIC, en plus des universités, lycées et collèges, quelques structures privées formelles dispensent des cours en informatique et internet: Acerfi, Global net, GC net, CISCO...

Orange et MTN Cameroun sont titulaires depuis 1999 pour Orange et 2000 pour MTN des conventions de concession pour une durée de 15 ans. Ces opérateurs fixent librement leurs tarifs en se conformant aux principes de tarification définis par l'ART.

La croissance du parc des abonnés du service de téléphonie mobile est exponentielle: il est passé de 5000 abonnés en janvier 2000 à près de 1 000 000 en octobre 2003 pendant que celui des abonnés de la téléphonie fixe a stagné voire régressé se situant autour de 100 000 abonnés. Malgré ces gros efforts consentis par ces deux opérateurs ces trois dernières années, le taux de couverture du pays se situe au-dessous de 10% pour près de 55% de la population couverte. Il y a lieu de signaler que le service de téléphonie mobile terrestre est depuis 2001 un service de substitution au service de la téléphonie fixe: non seulement CAMTEL n'a pas pu répondre valablement à la demande du service de téléphonie fixe, mais aussi il a trop longtemps pratiqué des tarifs élevés pour les communications interurbaines et internationales.

Les FAI utilisent les VSAT pour leur connexion internationale. A peu près une dizaine d'intermédiaires à qui on confère abusivement la qualité de FAI offrent un service d'accès à internet de qualité variable. Ils ont généralement des connexions par VSAT aux points de présence de leurs fournisseurs d'accès à l'étranger. La plupart d'entre eux raccordent leurs clients en utilisant, sans licence d'autorisation, la boucle locale radio. Les services offerts par les FAI restent encore élevés par rapport à la bourse des camerounais. Le coût d'abonnement est de 45 000 cfa, celui de connexion à internet pour 20 heures d'utilisation par mois est de 30 000 cfa et le coût total de connexion en pourcentage du revenu national brut par habitant est de 110,7%. Dans les cybercafés, l'heure de connexion varie selon les endroits; elle est de 250 à 500cfa.

Les centres de formation privé, en dehors de CISCO, ne font pas du genre une préoccupation de politique. CISCO, à travers ses académies au nombre de 7 au Cameroun, essaye de promouvoir l'équité hommes-femmes. Sa politique genre se situe au niveau des résultats; en effet, au moins 30% des formés doivent être des femmes.

VII.4 - Partenaires au développement

VII.4.1. Coopération bilatérale

Plusieurs pays développés interviennent dans les programmes et initiatives de développement des TIC au Cameroun. Dans ce domaine, c'est la coopération canadienne qui a su concilier TIC et genre. Dans sa programmation au Cameroun, elle a défini sa politique en matière d'égalité des sexes. Cette politique vise la prise en compte du genre à tous les stades de projets. Dans la mise en oeuvre de sa politique, plusieurs projets dans le domaine du genre et des TIC sont mis en place. Le "Fonds genre et développement" vise la participation équitable des hommes et des femmes au processus de développement. Egalement 2 projets dans le domaine de la formation en TIC ont vu le jour à Douala et Yaoundé. Ces 2 projets prennent en compte l'approche genre dans leur planification et dans l'atteinte des résultats.

L'Ambassade du Japon, à travers le projet TICAD-IT géré et logé au sein du PNUD, appuie et finance des initiatives de développement des TIC au Cameroun.

La coopération française, en partenariat avec le MINESUP, développe un projet d'interconnexion des universités d'Etat. De même dans le cadre de leur projet ADEN, des points d'accès collectifs à internet seront mis en place. Concernant la préoccupation genre, elle n'est pas explicitement mentionnée et il faut dire que la coopération française n'a pas de politique en la matière.

La Grande Bretagne à travers le British Council, a mis en place un programme "Computer aid" d'appui à l'acquisition des ordinateurs de seconde main.

VII.4.2. Coopération multilatérale

Dès la décision prise par le chef de l'Etat en 1995 de mettre en oeuvre la politique de la réforme du secteur des télécommunications et de la privatisation des entreprises publiques de ce secteur vital de la société et de l'économie de l'information et du savoir, la Banque Mondiale s'est investit dans le secteur en suivant et finançant les programmes et les initiatives du Gouvernement; en l'occurrence les projets SIGIPES, SIGEFI. La coopération multilatérale, à travers l'ONUDI, l'UIT, le PNUD, la CEA, l'Union européenne, l'UNESCO et l'IAI, appuie et développe des projets et programmes de promotion et de vulgarisation des TIC.

ONUDI: Dans le cadre de sa politique de développement industriel, l'ONUDI fait des TIC un outil de promotion industriel. A cet effet, plusieurs initiatives sont menées par elle a savoir: Technologies avancées de la globalisation, Informations industrielles, Salon Electronique Interactif Permanent des Entreprises (SELIPE).

L'UIT: Elle a appuyé les projets de promotion du commerce électronique, en l'occurrence celle de l'association des femmes ingénieurs du Cameroun qui a mis sur pied un portail commercial pour les femmes africaines. L'UIT prend part aux travaux d'élaboration de la stratégie sectorielle des télécommunications et TIC.

L'Union européenne: L'Union européenne et l'UIT mettent en place un centre régional de veille technologique.

L'UNESCO: a appuyé le projet de développement d'un cadre juridique pour la société de l'information au Cameroun, les projets de villages solaires, des radios communautaires des femmes et les centres multimédia communautaires.

La CEA: La Commission économique pour l'Afrique finance la réalisation du plan NICI.

Le PNUD: Il a réalisé le projet “Sustainable Development Networking Programme” SDNP, qui à travers l’initiative School Net renforce les capacités des écoles de formation en mettant à leur disposition des ordinateurs reconditionnés. Il a appuyé le Salon de création des entreprises et l’initiative TICAD-IT qui est un projet multibailleurs. Il appuie également l’élaboration de la politique sectorielle.

L’IAI: L’Institut Africain d’Informatique en partenariat avec le MINPROFF, a lancé l’opération 100 000 femmes formées en informatique d’ici 2010. Il s’agit pour l’IAI, de démystifier l’outil informatique aux yeux des femmes. Toutes les catégories sociales des femmes sont visées.

VII.4.3. La Société civile

Les TIC et en particulier les TIC et genre, sont un domaine où les ONG et les associations camerounaises n’évoluent pas encore en grand nombre. Quelques unes se démarquent à savoir:

ASAFE: Association pour le soutien et l’appui à la femme entrepreneur, a mis en place un centre de développement des TIC au service des femmes en particulier. Sa politique genre consiste à appliquer un taux préférentiel aux femmes; elles bénéficient d’une réduction de 50% sur les frais d’inscription pour la formation.

ANAI.AC: ONG qui a pour mission l’appropriation sociale des TIC par un large public, en particulier les femmes et les jeunes déscolarisés. Ses domaines de compétences sont la recherche-action, les études, la sensibilisation et la vulgarisation, et la formation. L’approche d’Anais.Ac consiste en une discrimination positive des femmes dans ses activités de formation. C’est ainsi que dans ses centres de renforcement de capacités, la préoccupation genre est prise en compte à tous les niveaux : formateurs, apprenants et approche méthodologique.

AFISAF et CEFEPROD: Toutes deux des associations féminines, ont des programmes de formation des femmes en informatique.

AFIC: Association des femmes ingénieures met sur pied un portail commercial pour la femme africaine, financé par l’UIT.

VIII - GENRE ET SITES “CM” AU CAMEROUN

Au Cameroun, les noms de domaines nationaux “cm” sont gérés par CAMTEL. D’après leur plus récente statistique, 134 noms de domaines sont enregistrés sous “cm”. Des 134 noms enregistrés, 38 ont été visités car un bon nombre n’existe plus ou le site n’est pas alimenté. Un constat ressort de cette liste, c’est que pour la majorité des cas, il s’agit des sites gouvernementaux et des entreprises para-publiques ou privées. Les ONG et agences de coopération sont très peu représentées.

L’objectif de l’exercice était de voir si dans la conception et l’information véhiculée sur le site, l’approche genre est prise en considération. La méthodologie que nous avons utilisée pour qualifier un site de prenant en compte les préoccupations de genre ou non, a été d’ouvrir non seulement la page d’accueil, mais deux ou trois autres pages. Comment avons-nous qualifié un site de “genriste” ou pas? en voyant si dans l’information qu’il donne, ou le message qu’il véhicule, ils prennent la peine de différencier les hommes et les femmes; ou tout simplement dans l’architecture du site, la présentation du site, on observe par exemple une valorisation de la femme. C’est ainsi que par exemple, sur la page d’accueil d’un site que nous avons visité “globalnet”, on retrouve une femme assise sur le globe entrain d’utiliser son ordinateur portable.

Cette méthodologie adoptée, on constate qu'il y a très peu de sites abordant ou se préoccupant des questions de genre. Nous en avons recensé seulement quatre sur les 38 visités. Cette situation s'explique pour plusieurs raisons:

- généralement les concepteurs des sites n'ont pas reçu de formation en genre; ce sont très souvent des purs techniciens qui se préoccupent peu de l'approche genre;
- comme nous l'avons mentionné plus haut, les sites "cm" sont pour la plupart des sites gouvernementaux ou privés. Pour les sites gouvernementaux, en dehors du MINPROFF et de l'Université de Yaoundé 1 avec son académie CISCO, les questions de genre ne font pas partir de leur priorité de programmation, ils n'ont pas de politique de genre en tant que tel. Pour ce qui est des sites privés, leur préoccupation est la rentabilité.

De cette analyse, on ne peut pas tirer la conclusion que les sites web au Cameroun n'ont pas d'approche genre, car bon nombre de sites sont hébergés hors du pays pour raison essentiellement de coût.

La faiblesse des infrastructures et services TIC et sa cherté, le cadre politique peu développé et léger en matière de genre, et la non mise en place de l'organe en charge des TIC au Cameroun, fait en sorte que les TIC ne jouent pas suffisamment leur rôle d'impulsion dans le développement harmonieux de la société. Bien que le secteur ait connu une évolution ces cinq dernières années, plus particulièrement en téléphonie mobile, des défis restent encore à surmonter. Cet état de fait affecte beaucoup plus les femmes que les hommes à s'investir dans les TIC et partant, réduit leur participation dans le secteur.

L'environnement macro-camerounais en matière de TIC et genre laisse transparaître une faible visibilité de la femme en tant qu'actrice de développement. Qu'en est-il sur le terrain quant à l'accès, l'accessibilité et l'utilisation des TIC par les femmes et les hommes? Nous essayerons de répondre à cette question dans la deuxième et la troisième partie du document à partir des données et des indicateurs obtenus de notre échantillon.

2^{ème} PARTIE : GENRE ET TIC : ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE

Dans cette section, il s'agit d'analyser la fracture numérique de genre à partir des données quantitatives et qualitatives recueillies sur le terrain durant notre enquête.

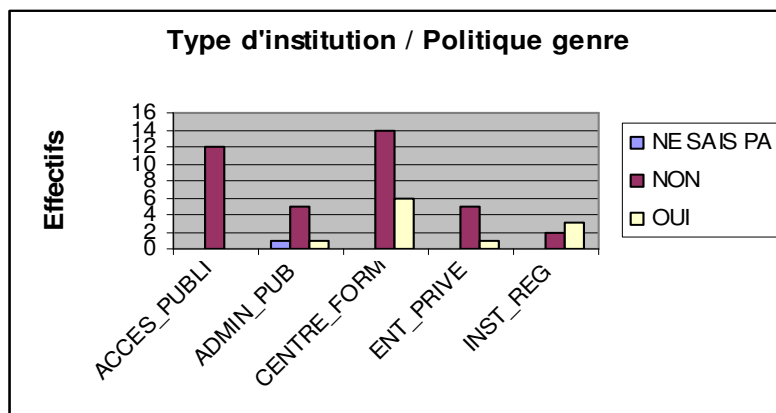
I - GENRE DANS LES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES

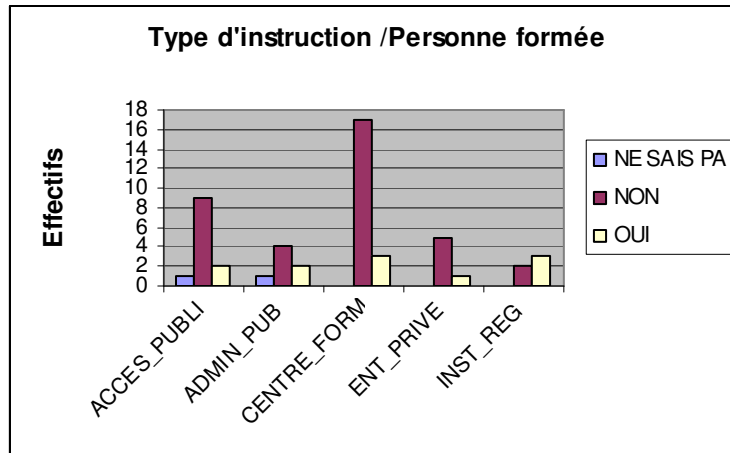
La politique nationale en matière de genre préconise entre autre qu'au moins 30% de femmes constituent l'effectif dans chaque ministère et que chaque ministère définisse sa politique de genre ; quota et politique loin d'être atteints.

Avec son niveau d'éducation bas comparé à celui de l'homme, la femme camerounaise occupe généralement des positions inférieures à celles des hommes dans le monde du travail et de ce fait, se trouve en dehors des instances de prise de décision. D'après notre enquête, seulement 17% des femmes occupent des positions de cadres supérieurs.

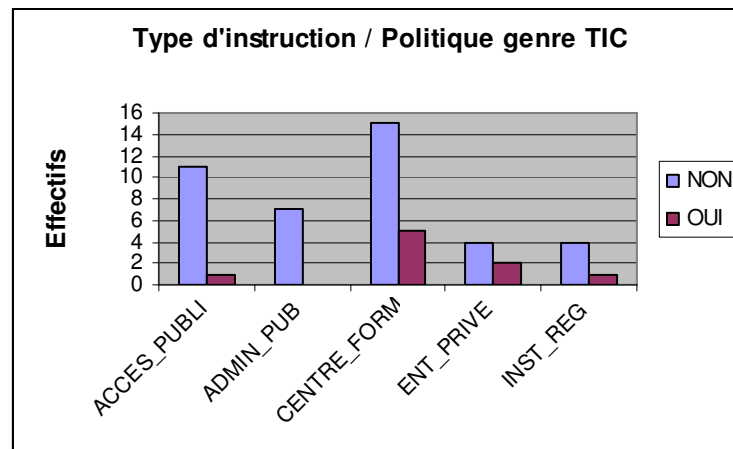
*« J'ai le portable, mais mon mari surveille toujours mes conversations quand je reçois un appel. Lorsque je rentre du travail, il crée toujours une situation pour vérifier mon téléphone, ce qui fait que je l'utilise malgré moi, bien que je sois convaincue de son utilité et de son importance. Je ne peux même pas me permettre d'aller au cyber quand il est là »,
dame, cadre moyen.*

Les résultats de notre enquête témoignent un constat général : s'agissant de politique genre, très peu d'institutions, surtout de l'administration publique, en ont élaboré une de manière formelle ; même si toutes ces institutions disent pratiquer l'équité de genre. Il en va de même pour la formation des personnes aux questions de genre. Dans notre échantillon, c'est surtout dans les centres de formation et les institutions régionales qu'il existe une politique de genre qui est axée essentiellement sur le résultat en terme de quota et où l'on retrouve quand même une concentration de personnes ayant reçues une formation en genre. L'existence d'une politique genre est fonction de la taille de l'institution ; plus elle est grande, plus on a des chances qu'une politique soit élaborée.

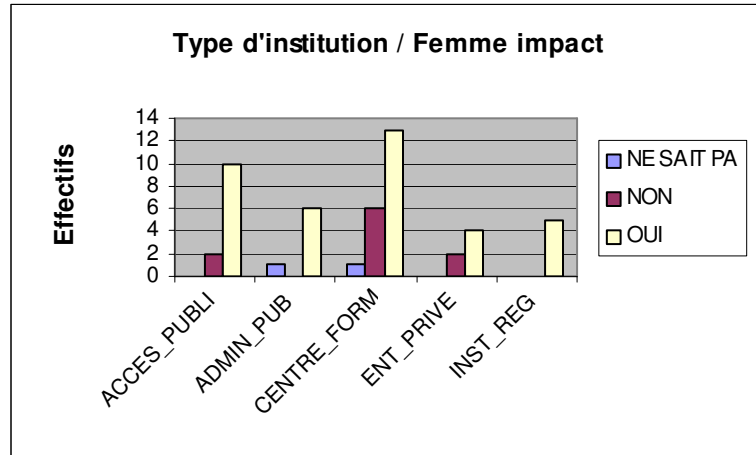




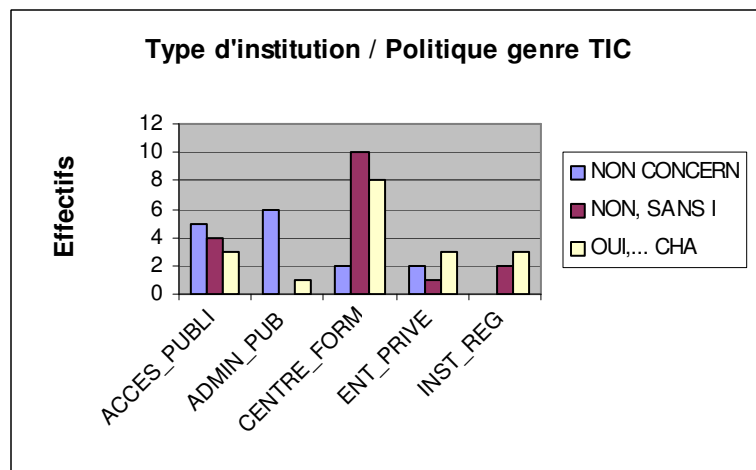
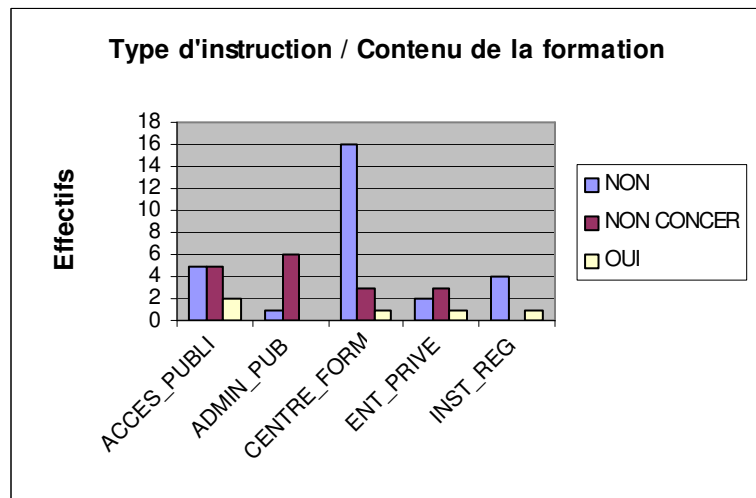
En ce qui concerne la politique genre et TIC, on constate que parmi les administrations publiques enquêtées, aucune n'en possède, pourtant ces institutions sont les principales actrices dans le domaine. C'est encore dans les centres de formation que le taux est élevé. Ceci s'explique par le fait qu'un certain nombre de centres qu'on a interviewés logent les académies CISCO qui sont reconnues pour leur politique de quota en genre en terme de pourcentage de femmes formées.



L'enquête révèle que dans le domaine des TIC, le travail de la femme est apprécié car il apporte une autre dynamique dans la productivité. D'après les personnes interviewées, les femmes donnent un rendement meilleur à celui des hommes quand elles s'y mettent. Moins la taille de l'institution est grande, plus l'impact de la femme est grand et se fait sentir sur l'ensemble de l'organisation du travail.



Au niveau du contenu de formation, les questions de genre sont très peu prises en considération ; par contre les questions de politiques TIC constituent un aspect important dans la formation.



Au niveau des instances de décision en matière de TIC, très peu de femmes sont présentes ; ce qui explique en partie, la faible élaboration de politique genre et TIC dans les institutions enquêtées. De même les personnes ayant reçue une formation en genre sont rares.

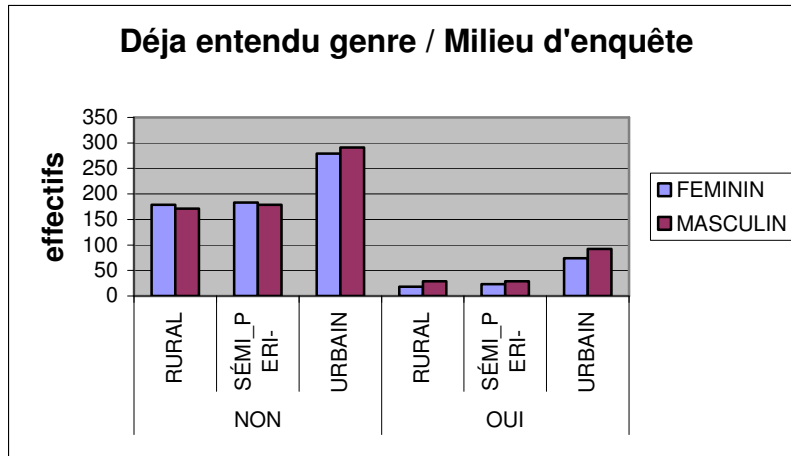
II - CONNAISSANCE DE GENRE ET SEXE

L'étude nous permet de constater que les relations de genre n'est pas la notion la plus partagée aussi bien en milieu rural, péri-urbain qu'urbain parmi les camerounais enquêtés : 82.8% n'ont jamais entendu parler de relations de genre contre seulement 17.2% qui ont connaissance du concept. Même pour ceux et celles qui ont connaissance, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils saisissent le sens du terme car sur le terrain, lorsqu'on poussait la question à la définition du concept, beaucoup faisait allusion au sexe.

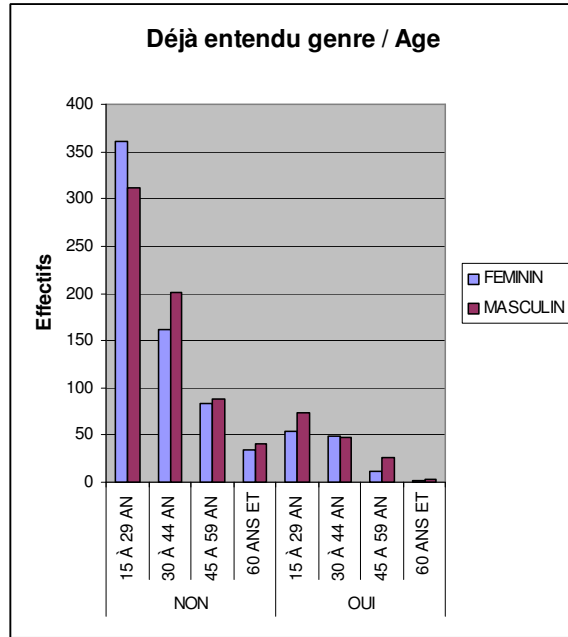
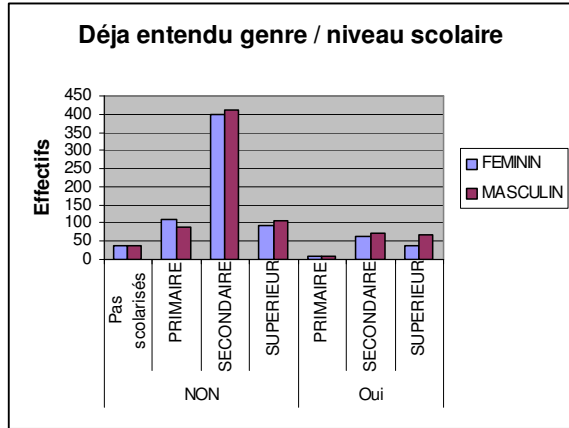
«Oui je sais ce que c'est. Les femmes veulent être égales aux hommes mais ce n'est pas possible», Commerçant à Bafoussam.

Les hommes beaucoup plus que les femmes, estiment que la lutte pour l'égalité de genre n'a pas sa raison d'être dans la société actuelle, car on ne peut plus parler en ces temps-ci de marginalisation de la femme ; les filles vont à l'école comme les garçons, les femmes sont présentes dans les sphères publiques et elles ont même plus de pouvoir que les hommes.

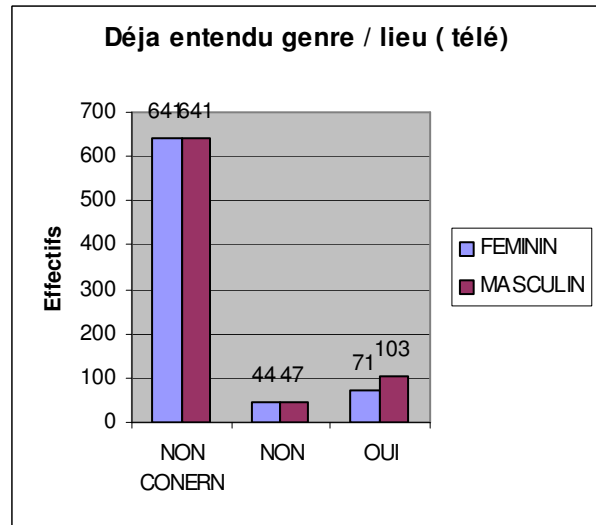
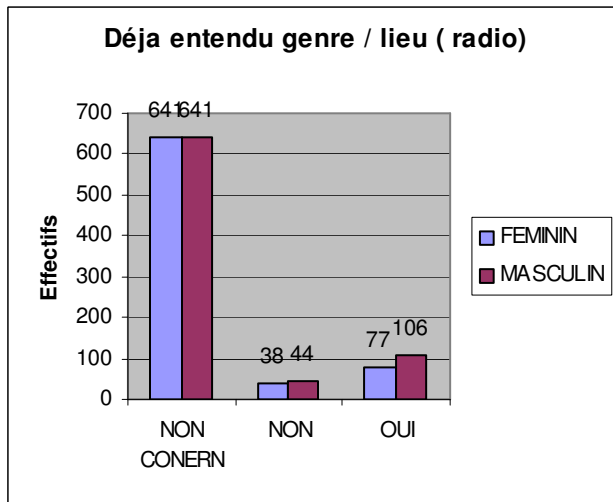
Le genre reste un concept nouveau et exige un niveau de scolarisation assez poussé pour pouvoir capter et saisir ses contours. Le milieu urbain étant le lieu où on retrouve une forte concentration de personnes éduquées, c'est dans cette zone que les gens sont les plus informées à ce sujet : des répondants ayant déjà bruit du genre, 10.73% viennent de l'urbain contre 3.36% du péri-urbain et 3.04% du rural.

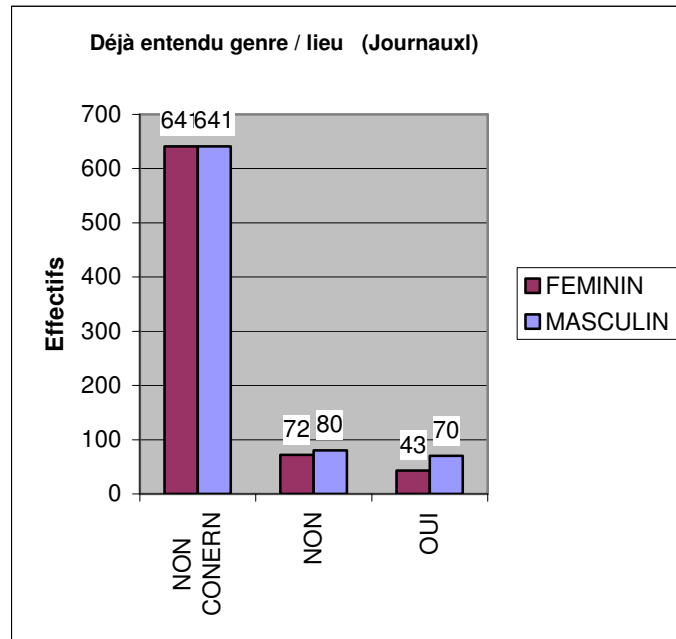
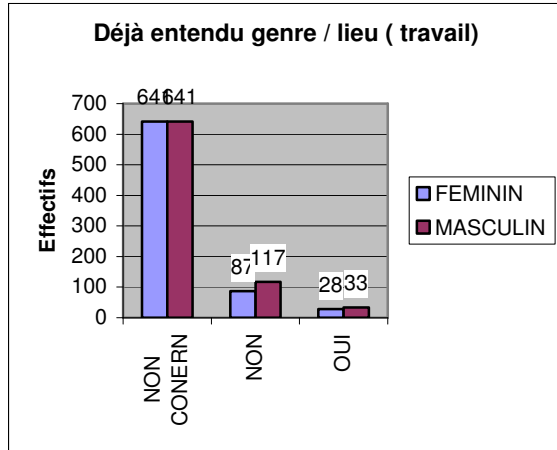


Contrairement à ce que l'on pouvait penser, ce sont les hommes qui sont les plus avertis que les femmes en la matière. Cette situation s'explique par le niveau d'instruction des femmes plus bas que celui des hommes, par le fait qu'elles occupent des positions et postes marginaux dans la société, et par le désintéressement de celles-ci aux aspects de la culture sociale qui ne corroborent pas avec leurs préoccupations ou besoins pratiques. La connaissance du genre est proportionnelle au niveau de scolarisation et inversement proportionnelle à l'âge; c'est dans la catégorie 15 à 29 ans que le concept est le plus connu et surtout chez les jeunes, tout sexe confondu, du niveau secondaire. Au niveau supérieur, les femmes sont beaucoup moins au courant de la notion que les hommes.



Les camerounais, par culture et pour des raisons financières, ne sont pas de grands lecteurs, c'est pour cette raison que la télévision et la radio et dans une certaine mesure les séminaires, surtout pour les femmes, constituent les principaux médium ou les enquêtés ont déjà entendu parlé de relations de genre.





Comme la connaissance des relations de genre, très peu d'individus ont suivi une formation à ce sujet ; les femmes, encore moins que les hommes, parce qu'occupant très souvent des postes non stratégiques. Les formations administrées se sont faites pour la plupart dans le cadre de séminaires et ateliers, donc de courte durée et de moindre portée.

Le genre reste un concept d'élite au Cameroun. Il n'est pas encore vulgaire auprès des camerounais. Les hommes beaucoup plus que les femmes de niveau d'éducation élevé et de jeune âge, ont déjà entendu parler de genre dans leur milieu respectif.

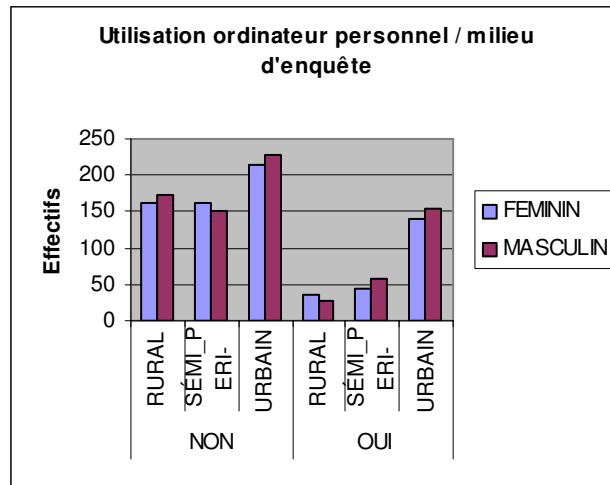
III - GENRE ET ORDINATEUR

On aurait cru qu'avec l'avènement de l'informatique et les bienfaits que cela procure à l'individu en terme d'amélioration de sa productivité et partant de ses conditions de vie, une grande majorité de la population devrait être numériquement alphabétisée. Or les résultats de l'enquête nous attestent autre chose. Une faible proportion de gens sait utiliser un ordinateur : 29.6% contre 70.39% d'analphabètes.

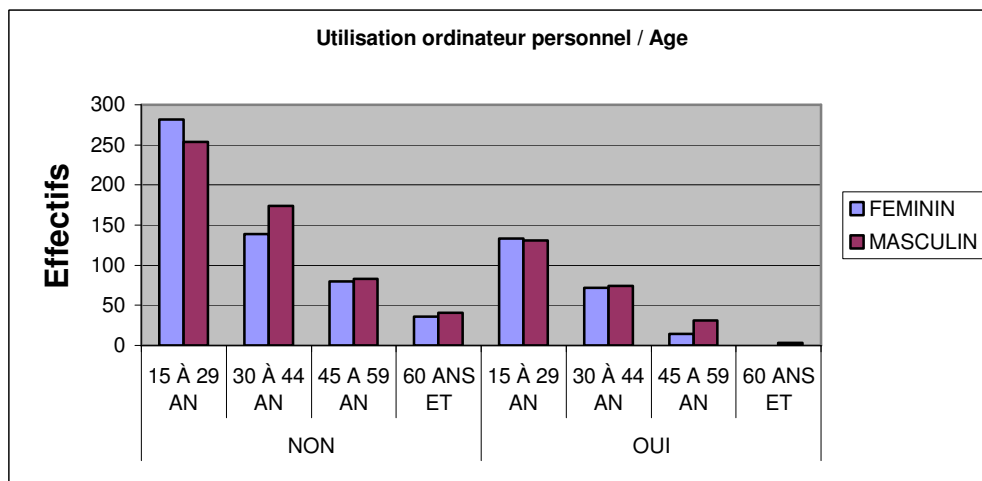
« L'ordinateur va servir à quoi pour quelqu'un qui vit au village ? Peut-être le téléphone portable peut lui être utile parce qu'on peut l'utiliser pour joindre facilement ses parents ou ses enfants ».

De plus, on constate que les femmes en matière informatique, ne sont pas aussi ignorantes comparées aux hommes. Elles s'intéressent aussi bien que les hommes à l'ordinateur. L'assertion selon laquelle la femme est réfractaire à la machine ne se vérifie pas dans notre enquête. Les résultats nous révèlent que l'utilisation de l'ordinateur n'est pas fonction du sexe, car hommes et femmes savent utiliser l'ordinateur dans des proportions à peu près semblables ; des

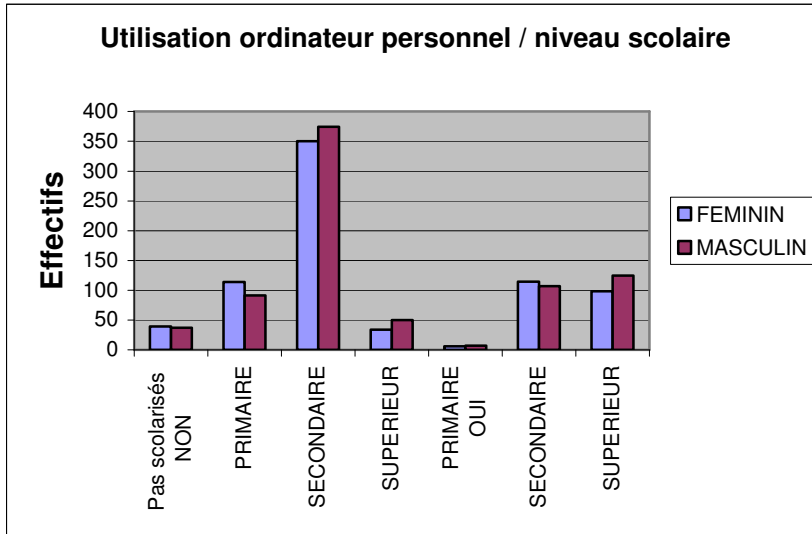
29.61% d'interviewés qui savent utiliser un ordinateur, 14.16% sont des femmes contre 15.45% des hommes. Par contre, l'utilisation est fortement corrélée avec le milieu de résidence ; c'est en milieu urbain que la majorité des utilisateurs se trouve : 64% ; les hommes dominent les femmes.



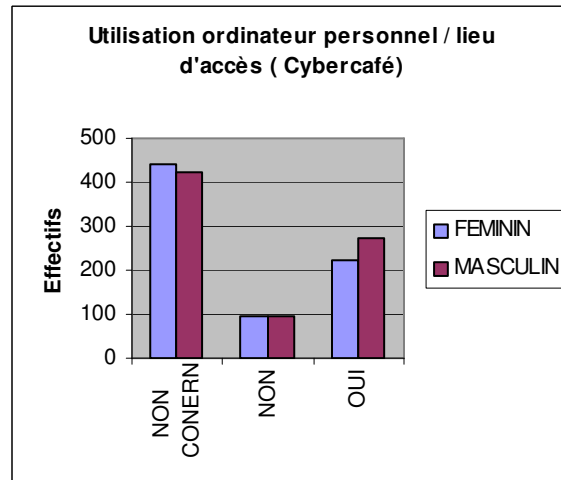
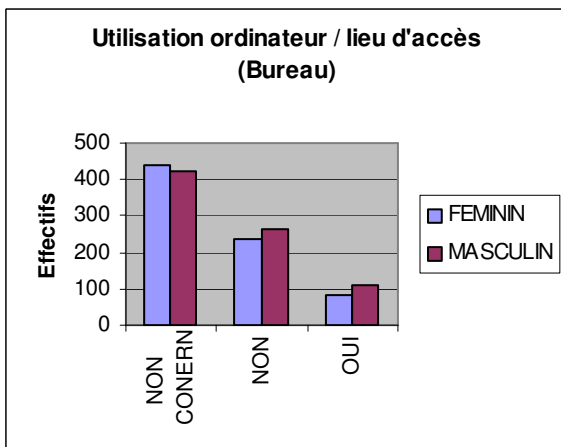
L'âge est un facteur déterminant; c'est dans la tranche 15 – 29 ans que l'on observe un grand engouement aussi bien chez les femmes que chez les hommes et surtout chez les étudiants et élèves. La démarcation au détriment des femmes commence à se faire ressentir à partir de la tranche 45-59 ans. Ceci s'explique car les femmes de cette catégorie d'âge sont moins ouvertes à l'outil informatique et généralement sont actives dans des travaux ne nécessitant pas son utilisation.

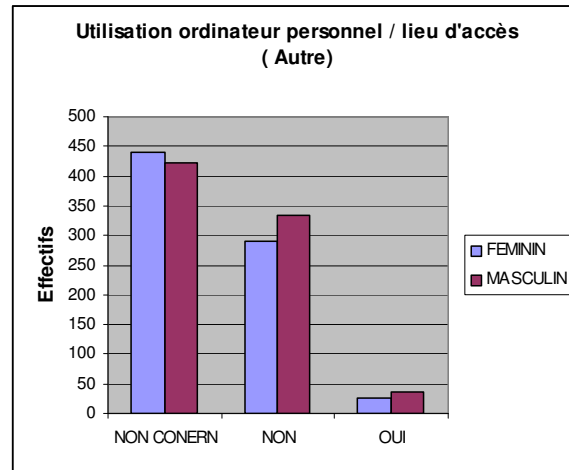
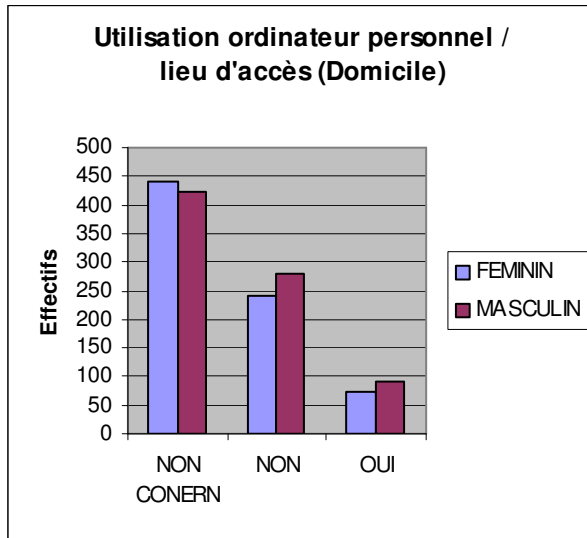


Le niveau scolaire est proportionnel à l'utilisation de l'ordinateur beaucoup plus chez les hommes que chez les femmes car on observe que les femmes de niveau secondaire savent plus utiliser un ordinateur que celles de niveau supérieur. C'est au niveau supérieur que les hommes ont une certaine longueur d'avance sur les femmes : 56.1% d'hommes contre 43.9% de femmes.



Femme comme homme utilisent l'ordinateur occasionnellement et dans le meilleur des cas une ou plusieurs fois par mois généralement pour leurs activités personnelles de traitement de texte et de navigation sur Internet. Les lieux d'accès public (bureau et cybercafé) sont les plus sollicités aussi bien par les femmes que par les hommes, à cause principalement du faible moyen financier dont dispose les familles camerounaises. Un grand nombre d'enquêtés nous ont témoigné leur envie de posséder leur propre machine mais leur faible pouvoir d'achat les limite. Il faut souligner qu'au Cameroun, malgré la détaxe à l'importation des ordinateurs entre les années 2000 et 2004, leur coût sur le marché reste encore élevé par rapport à la bourse du camerounais moyen. En moyenne, un ordinateur neuf coûte 800 000cfa, ce qui représente près d'un an de salaire d'un cadre moyen de la fonction publique.



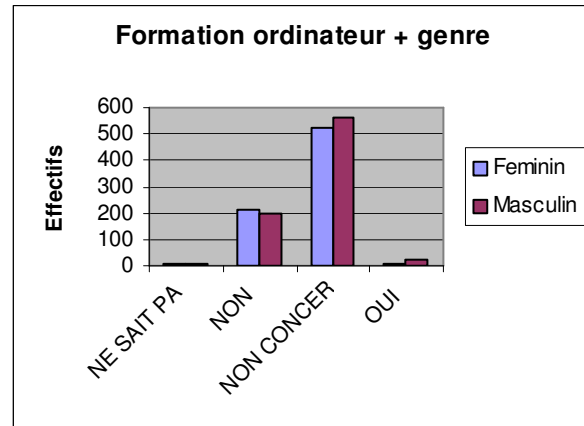
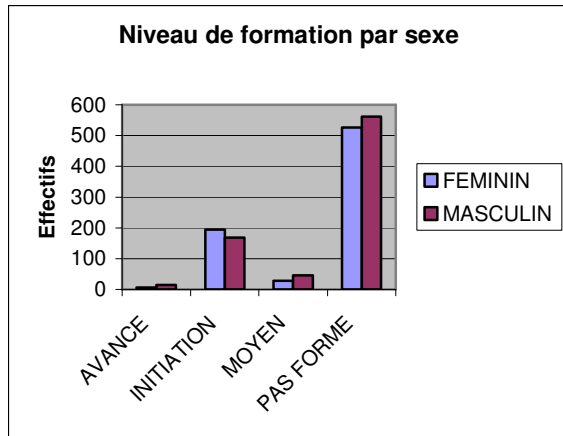


Une des contraintes fortes qui est ressortie de l'enquête expliquant la non-utilisation de l'ordinateur par les femmes est le manque de temps ; Elles doivent se partager entre leur rôle de reproduction (mère), de production et de vie sociale, ce qui leur laisse très peu de temps aux autres activités.

Même si la majorité des répondants (en moyenne 82%) n'ont pas suivi de formation à l'utilisation de l'ordinateur, les femmes beaucoup plus que les hommes savent l'utiliser grâce à une formation formelle qu'elles ont reçue. Sur ce plan, il faut dire que l'esprit vif des hommes en matière de sciences et techniques les amène généralement à se former soient par eux-mêmes, soient par un tiers ou sur le tas.

« Les philosophes féministes qui s'intéressent aux sciences ont fait remarquer que les structures cognitives des femmes diffèrent de celles des hommes, ce qui influe sur l'attitude et l'approche féminine face à l'utilisation des TIC », Rathgeber 2000.

A noter qu'au Cameroun, l'enseignement de l'informatique dans les lycées et collèges fait partir du programme scolaire seulement depuis 2003. Pour ceux et celles qui ont reçu une formation que ce soit en privé ou en académique, il s'est agit dans la majorité des cas de cours d'initiation, faisant rarement appel aux questions de genre. Les femmes à 53.4% et les hommes à 46.6% se sont limités au cours d'initiation. Par contre pour le niveau avancé, les hommes prennent largement le devant avec 70% contre 30% des femmes.



D'après notre échantillon, l'accès et l'accessibilité à l'ordinateur ne constituent pas un problème de genre car homme ou femme connaît et utilise un ordinateur à proportion à peu près égale, même si très peu d'enquêtés savent l'utiliser. L'utilisation de l'ordinateur est fortement liée au milieu de résidence, inversement proportionnel à l'âge et corrélée avec le niveau d'éducation aussi bien chez la femme que l'homme.

IV - GENRE ET INTERNET

Même si la majorité des camerounais et camerounaises enquêtés (86.43%) ont déjà entendu parler d'Internet et reconnaissent les avantages qu'il procure, son usage reste encore timide et limité pour plusieurs raisons : accès et accessibilité limitée, coût élevé, manque d'intérêt et, pour la femme en particulier, manque de temps et faible contrôle de son agenda. 20% des femmes naviguent sur Internet contre 22% d'hommes.

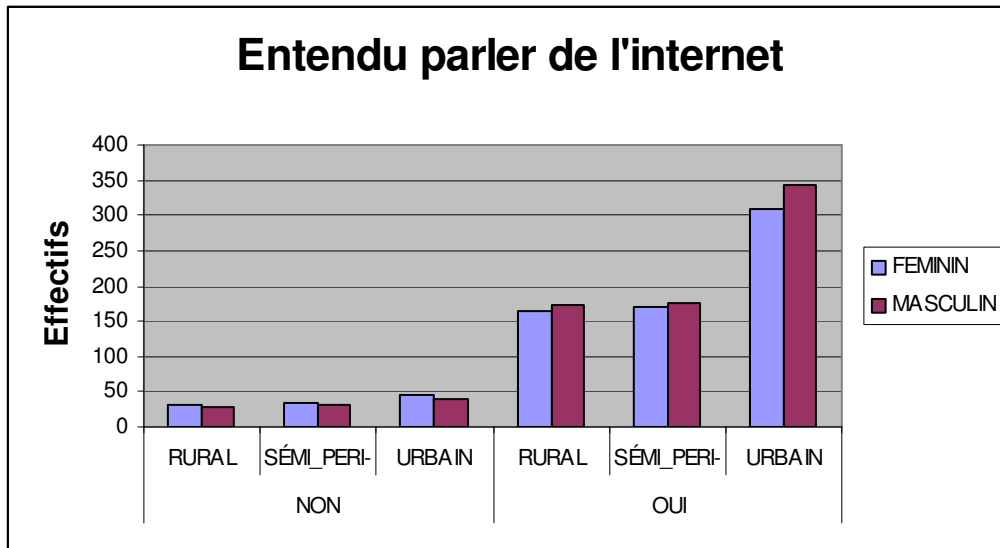
*« Ma sœur est mariée à un blanc grâce à internet, elle nous a envoyé deux voitures qui font la ligne du village. C'est un outil important », **Commerçant à Douala.***

*« Je trouve que l'Internet est mieux que la poste, parce que lorsque tu envoies un message par Internet, tu es sûr qu'il va arriver chez son destinataire et en très peu de temps. On peut l'utiliser pour informer facilement un parent qui est à l'étranger s'il y a deuil dans la famille », **Commerçant à Douala.***

Le milieu de résidence est un facteur déterminant dans son accessibilité et son usage. C'est ainsi qu'en milieu rural et dans une certaine mesure en milieu péri-urbain où les infrastructures d'accès sont peu disponibles, les individus ne sont pas en mesure de bénéficier des bienfaits qu'offrent internet. Cet état des lieux pénalise davantage la femme que l'homme, car la majorité de la population féminine camerounaise se trouve en milieu rural.

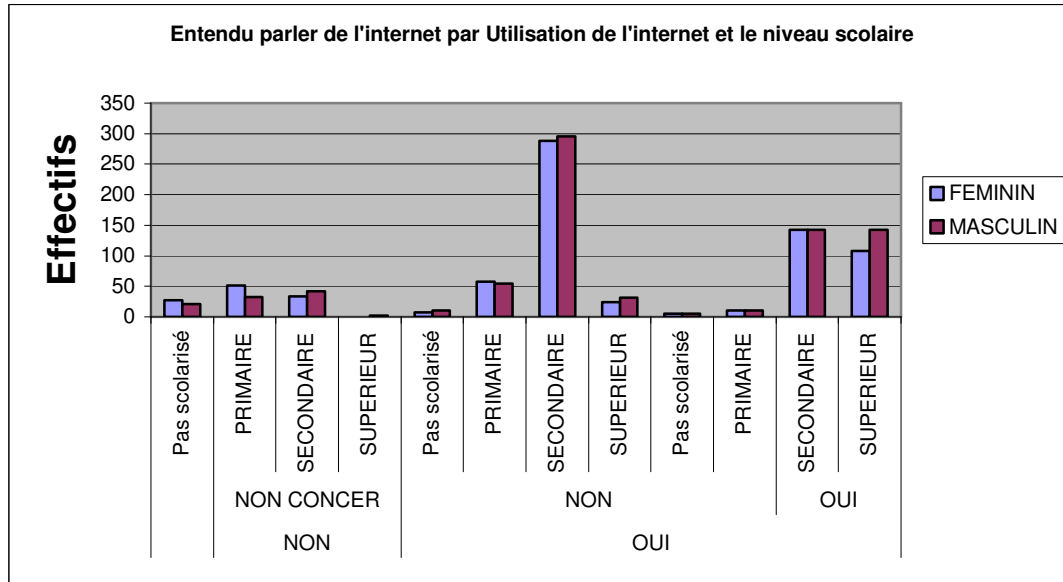
*« Je sais très bien ce qu'est Internet, mais ce n'est pas facile pour nous qui sommes au village. Je me connecte une fois par mois quand je vais à Yaoundé, parce qu'ici à Sa'a, il n'y a même pas de téléphone fixe, donc pas d'Internet », **Lycéenne dans une zone rurale située à environ 80 Km de la capitale Yaoundé.***

«Je viens de Foumban rural et j'entends parler d'Internet. C'est quoi Internet, ça sert à quoi ? Il n'y a pas ça dans mon village », **Jeune vendeur à la sauvette à Deido-Douala.**



La population jeune, surtout les élèves et les étudiants, reste la plus avertie, que ce soit en terme de connaissance que d'usage d'Internet. Ce sont surtout les jeunes des deux sexes de niveau secondaire qui sont les plus grands utilisateurs.

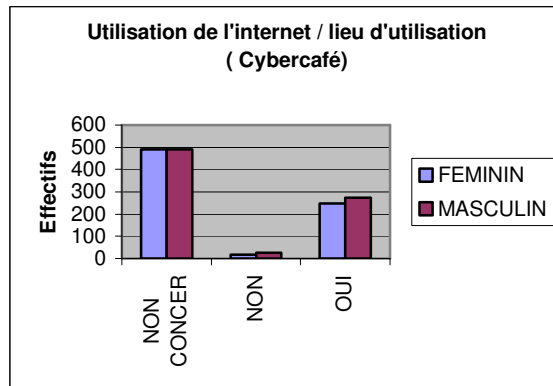
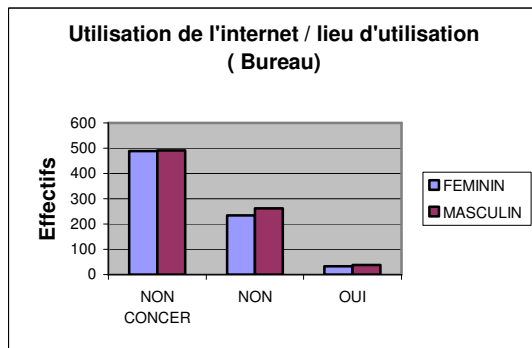
« Je passe au moins 2 heures par semaines au cyber et sur Internet. C'est une véritable révolution ces TIC. Vous rendez-vous compte, nos enseignants nous communiquaient en début d'année la liste des ouvrages utiles pour nos études, mais nous ne pouvions pas les trouver la plus part du temps sur le marché et dans nos bibliothèques. Nous avons tous les problèmes pour faire nos devoirs. Aujourd'hui, nos recherches sont plus facilités, car il nous suffit d'aller sur Internet et lancer la recherche pour nous retrouver avec un large éventail d'informations», **Étudiante à Yaoundé.**

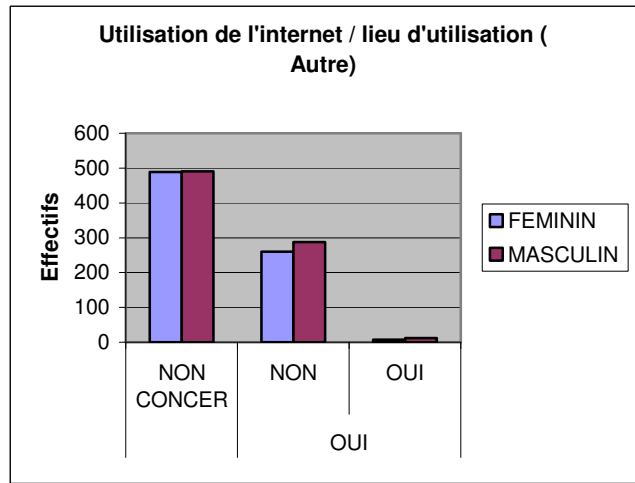
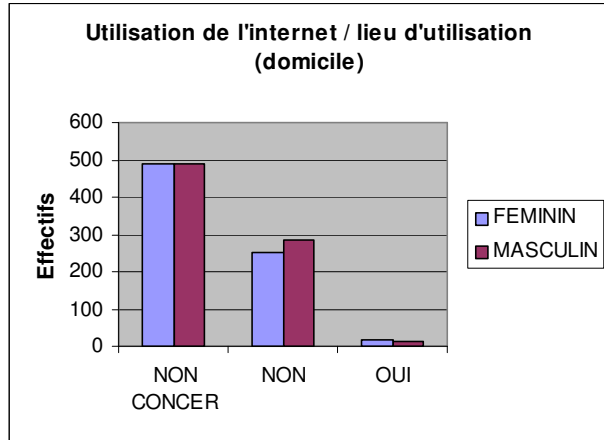


A cause du coût élevé de connexion, sa fréquence d'utilisation est réduite ; rares sont ceux et celles qui naviguent journalièrement. Hommes et femmes utilisent Internet surtout pour la messagerie électronique et ensuite la recherche documentaire et sur ce plan, les hommes ont une avance sur les femmes. Ce constat témoigne de deux choses :

- Les coûts d'accès et d'utilisation étant chers, les gens naviguent au strict minimum ;
- Le manque de formation à Internet fait en sorte que les gens sont limités dans l'utilisation de cet outil.

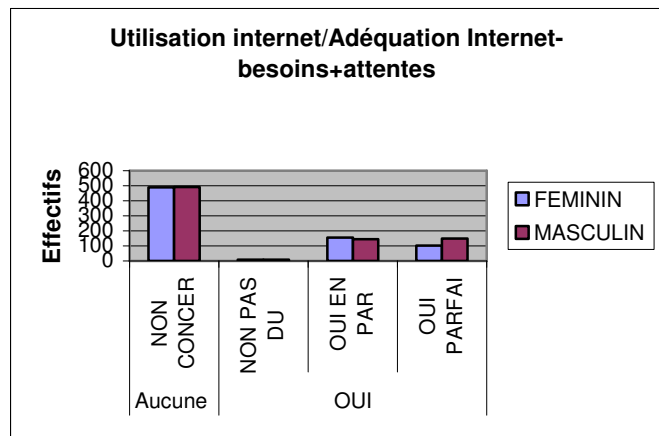
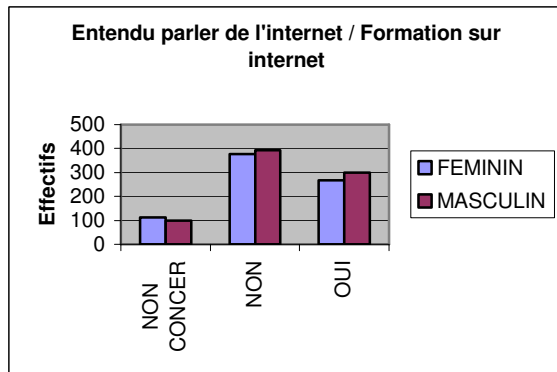
Comme l'ordinateur, et pour les mêmes raisons pécuniaires, en plus de la faible disponibilité en ligne fixe, les lieux d'accès les plus courus sont, sans distinction de sexes, les espaces communautaires et les bureaux.





En général, la plupart des enquêtés trouvent leur compte en naviguant, même si la satisfaction totale des femmes est moindre que celle des hommes. Ils naviguent pour la majorité des cas, sans avoir reçus de formation aussi bien formelle que non formelle. Pour les rares qui ont suivi une formation, les relations de genre sont rarement abordées.

« J'ai entendu parler de Internet, je l'utilise même souvent pour communiquer, chatter, mais je ne suis pas encore satisfaite du résultat car je n'ai pas encore trouver le mari "blanc" dont je suis à la recherche », jeune dame a Bandjoun, zone rurale a l'Ouest du Cameroun.



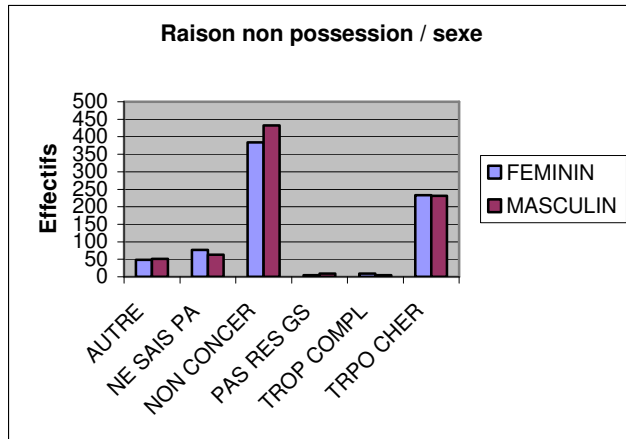
Même si en général l'accès et l'accessibilité à Internet constituent un obstacle à son utilisation, ils ne représentent pas un problème de genre, car homme ou femme l'utilise à peu près à proportion égale. Par contre, le milieu de résidence, l'âge et le niveau scolaire influencent fortement son utilisation. Plus on est jeune, d'éducation élevée et vivant en ville, plus la propension à la navigation sur Internet est élevée pour des besoins surtout de messagerie électronique.

V - GENRE ET TELEPHONE MOBILE

Le téléphone mobile reste, dans les nouvelles TIC, l'outil le mieux et le plus apprivoisé par la population aussi bien féminine que masculine ; les hommes beaucoup plus que les femmes. 46.5% de femmes en possèdent contre 53.4% d'hommes.

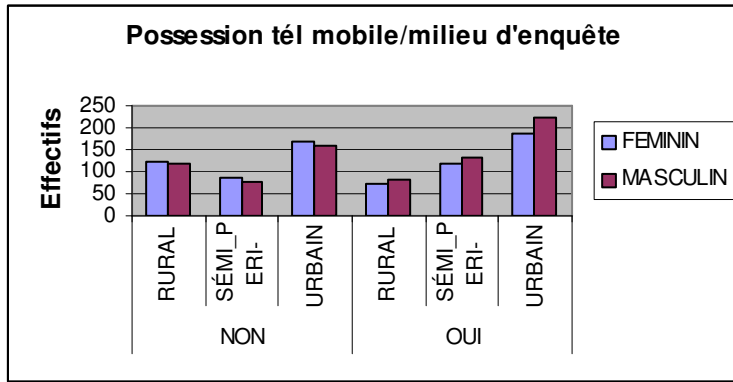
Pour les adultes, surtout les femmes, ne possédant pas de téléphone, la raison en est son coût élevé d'acquisition et d'utilisation. Même pour ceux et celles qui en possèdent, ils font parfois recours aux portables des tiers personnes ou des « call box » qui sont des points d'accès public situés au bord de la route. Ce comportement généralement observé chez les femmes qui utilisent surtout les téléphones des « call box » traduit un fait : les communications en passant par un « call box » coûtent moins chères que lorsqu'on utilise son portable. Une minute de communication dans un call box coûte en moyenne 175 francs CFA comparativement à 250 francs CFA pour la carte téléphonique. Notons aussi que les téléphones portables que les femmes possèdent sont parfois des cadeaux offerts par un tiers. Ayant en général des moyens financiers plus limités que ceux des hommes, elles vont se rabattre soit vers les call box, soit vers les parents ou amis pour faire leurs appels.

« J'ai un téléphone portable mais je vais très souvent au call-box parce que le prix de la minute de communication y est moins élevé que lorsque j'appelle de mon portable. Si votre étude peut faire que les prix baissent, ce serait un très bonne chose et ça pourra permettre que chacun s'achète un portable et que ceux qui en ont un l'utilisent davantage pour leurs affaires. », Couturière à Yaoundé.



Une fois de plus c'est en milieu urbain que la propension à la possession et à l'utilisation du mobile est la plus forte en raison du pouvoir d'achat des citadins plus élevé que celui des ruraux et de la faible couverture du réseau en zone rurale. C'est aussi en milieu urbain que la démarcation homme-femme est la plus accentuée.

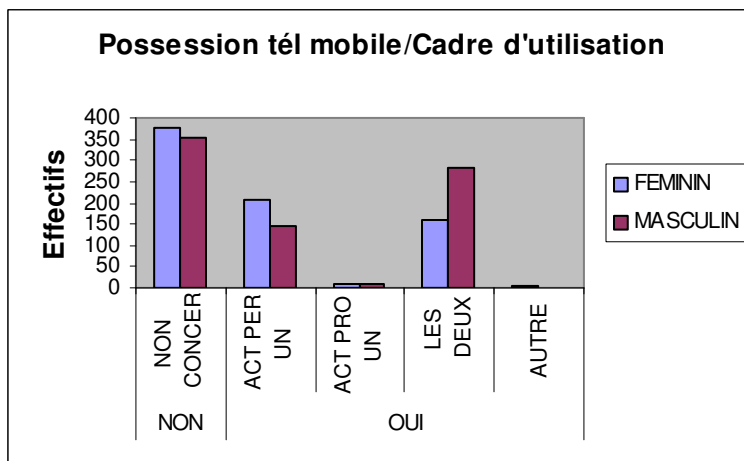
« Je fais des affaires et le portable est très utile dans mon travail, seulement il n'y a pas le réseau dans notre ville. J'ai un poste, mais je ne peux l'utiliser que quand je voyage dans une zone où il y a le réseau, j'espère que vous allez faire quelque chose pour que nous ayons aussi le réseau ici », une agricultrice et commerçante de Ngoro, zone rurale de la province du centre.



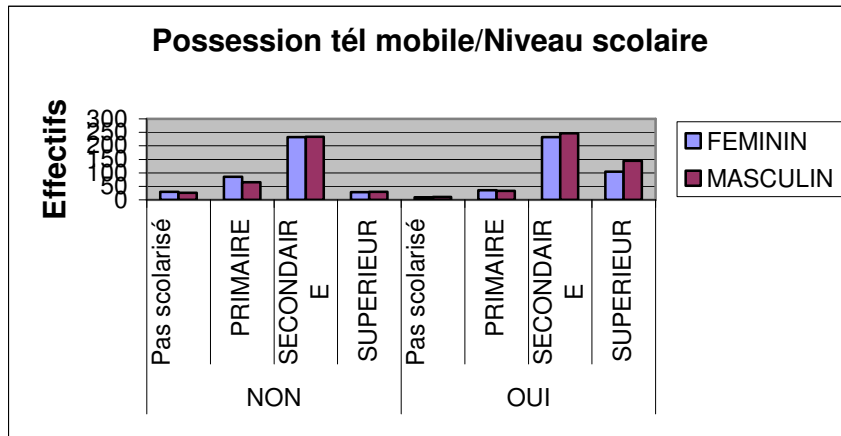
Quand les femmes utilisent leur téléphone pour régler surtout leurs problèmes personnels, les hommes s'en servent généralement pour leurs activités personnelle et professionnelle. Ceci s'explique par le fait que la majorité des femmes enquêtées n'occupaient pas de poste professionnel dans le sens qu'elles sont employées dans une organisation.

« Ma maman souffre d'hyper tension, j'étais très régulier au village. Depuis que je lui ai offert un téléphone, elle m'appelle quand il y a un problème et je ne me déplace que rarement, sauf s'il y a véritablement urgence ».

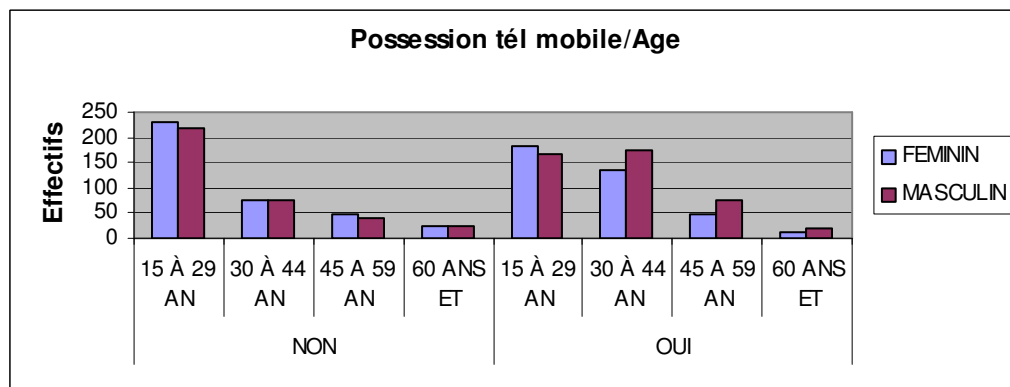
« Avec le téléphone portable, je n'ai plus besoin de me déplacer pour mes commandes, j'appelle mon fournisseur et quelques temps après, je reçois ma livraison, donc je fais plus de bénéfice », **vendeur de cigarette au détail à Douala**



Lorsqu'on observe le niveau scolaire, on constate qu'il n'est pas fortement proportionnel à la possession du téléphone mobile que ce soit chez la femme ou l'homme. C'est au niveau secondaire que la propension à l'utilisation du portable est forte : 28.4% de femmes contre 30.2% d'hommes. Alors qu'au niveau supérieur, 12.73% de femmes en possèdent contre 17.76% d'hommes. Cette tendance s'explique par le fait que la majorité des répondants étaient de niveau secondaire.



Par contre l'âge est inversement proportionnel à l'acquisition du téléphone. C'est dans la catégorie 15-29 ans que l'utilisation du mobile est la plus importante ; les femmes ayant un léger avantage sur les hommes. La situation se renverse dans les autres tranches d'âge.



Bien que la majorité des répondants ait reconnu la place importante sur le plan socio-économique que joue le téléphone portable dans la vie des communautés, certains, surtout les hommes, estiment que c'est un outil qui cause beaucoup plus de tort dans la société qu'il n'en répare.

« Le téléphone portable a accentué les débauches dans les ménages. Pour moi c'est un outil qui sert à mentir son partenaire, sa ou son conjoint(e) bien que c'est un outil utile », artisan en zone péri-urbaine.

« Mon mari n'accepte pas que j'ai un téléphone portable, plusieurs fois je lui ai demandé de m'en offrir un, il me répond que si je veux le divorce, je n'ai qu'à le lui dire », ménagère à Édéa.

Comme les autres TIC, ordinateur et Internet, l'accès et l'accessibilité au téléphone mobile ne constituent pas un problème de genre. Il est même parmi les trois TIC étudiées, le plus approuvé au sein de la population aussi bien féminine que masculine. À cause du coût élevé d'utilisation du mobile, les femmes beaucoup plus que les hommes font recours parfois aux téléphones des tiers. Le niveau scolaire n'est pas fortement corrélé avec l'acquisition et l'utilisation du portable ; par contre l'âge est inversement proportionnel à son utilisation surtout chez les femmes.

3^{ème} PARTIE : INDICATEURS DE LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE

Cette partie qui est en fait la résultante de la section précédente, interprète la fracture numérique de genre sous l'angle d'un certain nombre d'indicateurs et d'indices que l'on s'est définis et calculés (voir annexe 2, Tableau synthétique des indicateurs) en fonction de nos quatre domaines stratégiques (contrôle, contenu, capacités et connectivité).

La problématique de genre dans le secteur des TIC au Cameroun révèle que hommes et femmes n'utilisent pas, n'ont pas accès ou ne bénéficient pas de ces technologies de la même façon. Les pesanteurs sociales, culturelle, économique, éducationnelle ou politique font en sorte que même lorsque la volonté y est, le passage à l'acte est une autre réalité. Cet état de fait affecte beaucoup plus la femme que l'homme à s'investir dans le secteur.

Bien que les TIC soient reconnues comme outils de promotion et de valorisation du capital humain, beaucoup reste encore à faire pour qu'ils soient à la portée de tous et de toutes. L'incidence des TIC sur les femmes et les hommes est fonction de plusieurs facteurs que l'on peut regrouper sous l'appellation des 4C (contrôle, contenu, capacités et connectivité) correspondant aux quatre domaines stratégiques où l'impact des TIC est significatif.

Comme l'on pouvait s'y attendre, au Cameroun, au regard de notre échantillon, **il y a une réelle FNG en faveur de l'homme**, d'après notre échelle de mesure (voir annexe 3, Échelle de mesure de la fracture numérique de genre). **L'indicateur synthétique de FNG est de 0.81**, selon notre mode de calcul qui est l'indicateur de la femme sur celui de l'homme. Ce chiffre global masque des disparités de genre en fonction du domaine d'observation.

I - INDICATEUR DE CONTROLE

On entend par contrôle la participation des hommes et des femmes aux décisions prises dans le secteur des TIC. Le contrôle, parmi les autres domaines stratégiques, est prioritaire car c'est lui qui permet une meilleure appropriation des TIC. Au Cameroun, il faut dire que le secteur des TIC reste encore masculin à tous les niveaux et plus particulièrement au niveau du contrôle. D'après notre enquête, les femmes participent très peu à la prise de décision parce qu'elles sont très minoritairement présentes dans les sphères de pouvoir. En fonction des variables qu'on s'est définies, **l'indicateur de contrôle révèle un gouffre numérique de genre en faveur de l'homme de l'ordre de 0.41.**

I.1 Le genre dans les sphères de décision

Le résultat obtenu reflète la réalité de la société camerounaise où les femmes n'ont pas assez de contrôle sur le cours des affaires publiques en général et celles des TIC en particulier. Lorsqu'on regarde l'échiquier politique en général et en particulier les sphères de décisions au Cameroun, on se rend compte que les femmes sont très peu représentées là où les décisions se prennent. Cette faible représentation de la femme est le fruit de plusieurs facteurs dont essentiellement celui de

stéréotype socio-culturel dans la société camerounaise. Même si la femme a moins de capacité intellectuelle que l'homme pour prendre les commandes des affaires, cette lacune n'est pas proportionnelle à sa faible représentativité dans les sphères décisionnelles. Au niveau de l'Assemblée Nationale, on a seulement 9% de femmes Députés et c'est le même taux qu'on observe au niveau du Gouvernement. Dans les instances publiques et parapubliques du secteur des TIC, c'est le même scénario. Au MINPOSTEL, ministère en charge des TIC, le poste le plus élevé occupé par une femme est celui de conseiller technique et on a qu'une seule femme à ce niveau, il en va de même au ministère de la communication en charge des contenus. De même à CAMTEL, à l'ART les femmes sont peu visibles à la haute hiérarchie.

Cet état des lieux s'observe aussi dans notre échantillon où seulement 17% des femmes occupent des positions stratégiques au sein des institutions enquêtées.

Le système camerounais est conçu de telle sorte que la femme, même à compétence égale ou supérieure à celle de l'homme, ne peut pas accéder à certains postes stratégiques et plus loin, on observe une certaine acceptation de la situation par les femmes elles-mêmes et une faible motivation ou prise de conscience des femmes lorsqu'il s'agit de soutenir une candidature féminine à un poste. Ne dit-on pas que « *l'Homme est un loup pour l'Homme* ».

Lorsqu'on prend l'indicateur de contrôle par sexe, **0.55 pour l'homme et 0.22 pour la femme**, on constate que l'indice de l'homme est un peu plus du double de celui de la femme. Cet écart n'est pas assez grand au regard de la place de la femme camerounaise dans les instances publique, privée et domestique de la société. Si l'on prend le secteur public, la politique genre préconise qu'au moins 30% de l'effectif soit féminin ; quota qu'aucun ministère n'a encore atteint. Ce qui a en quelque sorte biaisé le résultat de notre enquête, c'est que les variables utilisées pour calculer l'indicateur comprennent aussi les instances économique et de la société civile qui ont une approche tout à fait différente de celle du secteur public.

I.2 Prise en compte du genre dans les politiques TIC

Une des conséquences de ce gouffre numérique de contrôle en faveur de l'homme, est que les politiques TIC, lorsqu'elles existent, ne prennent pas suffisamment en compte les préoccupations de genre. Rares sont les institutions qui ont défini clairement une politique genre et TIC. Même au MINPOSTEL, la politique en place reste très vague, voire inexistante en ce qui concerne l'équité de genre ; la priorité est le développement des infrastructures. Au niveau du MINPROFF, même s'il est reconnu l'importance des TIC dans le développement harmonieux de la femme, le ministère n'a pas élaboré de manière distincte une politique genre et TIC. Les institutions enquêtées prétendent respecter l'équité de genre dans leur politique, pourtant dans la réalité, il en est autrement. Le genre se limite très souvent à l'effectif de la population féminine dans l'organisation et lequel effectif, est fortement concentré au niveau des postes d'agent. Généralement les personnes (qui sont majoritairement les hommes) en charge d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques, ne sont pas sensibilisées ou formées aux questions de genre dans leur approche méthodologique.

II - INDICATEUR DE CONTENU

Le contenu fait référence ici à l'information véhiculée à travers Internet et aux espaces de communication répondant aux besoins pratiques (de court terme), et stratégiques (long terme) des hommes et des femmes dans des langues et des formats adéquats.

II.1 Catégories et adéquation des contenus aux besoins exprimés

Les hommes et les femmes de notre échantillon naviguent sur Internet essentiellement pour les besoins de messagerie électronique (15.19% de femmes et 15.38% d'hommes) et dans une certaine mesure, les étudiant(e)s, pour la recherche documentaire (9.44% de femmes contre 12.48% d'hommes). Le champ d'utilisation d'Internet ainsi circonscrit, les enquêtés ont trouvé les contenus pertinents. Des 36.65% d'internautes, pratiquement la totalité sont satisfaits: 16.74% de femmes contre 18.88% d'hommes ; les 1% qui ne sont pas satisfaits, ne le sont pas pour des raisons essentiellement de lenteur dans la connexion à internet. Le problème de langue ne s'est vraiment pas posé au sein de la population car pour la plupart, elle était alphabétisée et scolarisée en général et numériquement aussi, et pour ceux et celles qui ne l'étaient pas, Internet « *pour quoi faire* ». En milieu rural ou la langue peut constituer un facteur de blocage, Internet n'est presque pas disponible.

La pertinence des contenus doit être comprise ici comme la satisfaction en terme de fiabilité technique de la messagerie électronique. D'autre part, pour ce qui est de la recherche documentaire, les étudiants (es) sont satisfaits parce qu'ils comparent la situation avant l'avènement de l'Internet ou ils étaient limités à faire leur recherche dans des bibliothèques vides de références, « des bibliothèques que de nom ». **L'indice de contenu signale une fracture numérique de genre en faveur de la femme de l'ordre de 1.13.** Ce résultat s'explique car la majorité des femmes enquêtées naviguent sur Internet uniquement pour le courrier électronique, pour satisfaire leurs besoins immédiats. Selon elles, elles trouvent leur compte car chaque fois qu'elles envoient des messages, ils arrivent à destination à temps et elles ont un retour pour ceux qu'elles attendent. Ce constat révèle un autre point à savoir que le manque ou la faible formation des femmes en général et en particulier des TIC comparée aux hommes, les limitent dans leur possibilité d'explorer toutes les potentialités qu'offrent internet.

II.2 Genre dans les contenus virtuels

Une des variables de mesure de l'indicateur de contenu est le pourcentage de produits électroniques nationaux traitant du genre. Au Cameroun, très peu de sites enregistrés sous “.cm”, soit environ 10%, se préoccupent ou abordent les questions de genre. Ce faible pourcentage de sites “genriste” explique en partie pourquoi les femmes sont limitées dans leur usage d'Internet. Ne voyant pas de grand intérêt sur la toile, elles naviguent surtout pour satisfaire leurs besoins immédiats.

III - INDICATEUR DE CAPACITES

La capacité renvoie aux aptitudes, aux moyens dont disposent les hommes et les femmes pour tirer le maximum des TIC et ainsi améliorer leur situation. **La valeur de l'indicateur de capacités est de 0.97, cela traduit une fissure numérique de genre en faveur de l'homme.** Ce résultat démontre que dans notre échantillon, hommes et femmes ont à peu près les mêmes capacités intellectuelles pour accéder ou utiliser les TIC.

En effet, la différence de scolarisation entre les hommes et les femmes enquêtées n'est pas très significative d'après nos résultats ; 46.36% de femmes sont allées à l'école contre 51.13% d'hommes.

III.1 Scolarisation/Formation

Ce constat ne corrobore pas avec la réalité de la société camerounaise (voir 1^{ère} partie), car en général, l'homme a plus de facilités que la femme que ce soit en terme de scolarisation, de formation, de pouvoir d'achat, de disponibilité en temps, pour bénéficier davantage des TIC. L'indicateur ainsi trouvé s'explique par le fait que la population féminine enquêtée est une population alphabétisée/scolarisée en général et numériquement aussi. En plus, elle dispose d'information sur les enjeux liés aux TIC et de ce fait, exprime peu de difficultés d'accessibilité et d'utilisation des TIC par rapport à la moyenne des femmes. Le facteur scolarisation ne constitue pas un handicap pour la femme. En plus du fait que ces femmes ont un niveau d'éducation acceptable, il y a dans l'environnement camerounais des incitatifs et programmes qui concourent à faciliter l'accessibilité de l'outil informatique et de l'Internet aux femmes. Notons aussi que les facteurs âge et milieu de résidence ont contribué à réduire la fracture numérique de genre en terme de capacité. L'échantillon était constitué en majorité de jeunes, et ce sont eux qui sont généralement plus portés aux TIC que les moins jeunes ; 51.7% était des jeunes de moins de 30 ans contre 29.7% des jeunes de 30 à 44 ans. De même, c'est en milieu urbain que le gros des enquêtés ont été interviewés et c'est dans ce milieu que l'on retrouve plus de femmes ou d'hommes éduqués qu'en zone rurale et que les TIC sont plus disponibles : 47.6% des enquêtés étaient des urbains contre 26.8% des péri-urbains et 25.7% des ruraux.

III.2 Genre et formation numérique

En matière de formation en informatique ou à Internet en général, hommes et femmes utilisent l'ordinateur ou naviguent sur Internet sans avoir reçu de formation, qu'elle soit formelle ou informelle. En moyenne seulement 17.5% des enquêtés ont reçu une formation en informatique et 15% en Internet. La démarcation entre les hommes et les femmes est insignifiante ; quand 6.72% de femmes naviguent sur Internet grâce à une formation quelconque, 8.27% d'hommes sont dans la même situation et pendant ce temps, pour ce qui est de la formation informatique, les femmes prennent un très légère avance : 17.58% des femmes contre 17.45% d'hommes. Ce faible écart de genre en terme de formation numérique est le fruit de plusieurs facteurs dont on peut relever quelques-uns à savoir : l'instauration obligatoire de l'enseignement de l'informatique depuis 2003 dans les écoles secondaires et notre échantillon est constitué d'un bon nombre d'élèves et d'étudiants. A cela on peut ajouter l'impact du programme de l'Institut Africain d'Informatique de Yaoundé, « Opération 100 000 femmes formées d'ici 2010 à l'outil informatique » sur la masse critique de la population féminine capable d'utiliser les TIC.

IV- INDICATEUR DE CONNECTIVITE

La connectivité est non seulement l'accès physique et matériel aux TIC, mais aussi son accessibilité sociale en termes de temps, coût et lieu. Avec leur triple rôle de reproduction, de production et de vie sociale, on peut à priori dire que les femmes, même avec toute la volonté, sont limitées dans leur effort de s'investir dans les TIC. La grande majorité d'entre-elles ne sont pas en mesure de fréquenter les lieux de connexion en temps voulu. Cette observation ne se vérifie pas dans notre échantillon car en matière de connectivité, l'accès ou l'accessibilité ne constitue pas un problème de genre: hommes et femmes ont accès aux TIC à proportion à peu près semblable. **L'indice calculé est de 0.96 qui témoigne d'une fissure numérique de genre en faveur de l'homme.**

IV.1 Accès/Accessibilité aux TIC

Ce faible écart numérique de genre est le fait que les femmes enquêtées étaient pour la plupart des jeunes scolarisées des milieux urbains, n'exprimant pas particulièrement des difficultés à accéder aux TIC. Même si les facteurs temps et coût, contrairement au lieu ou à l'éducation, ont constitué pour certaines un élément de blocage, cela n'a pas empêché ces femmes d'utiliser des moyens contournés pour accéder aux TIC. C'est ainsi qu'elles vont faire recourt aux tiers personnes (enfants, amis, parents) pour s'insérer dans la société de l'information. Ce phénomène s'observe surtout en milieu urbain pour ce qui est de l'ordinateur et de Internet ; car contrairement au téléphone mobile, l'utilisation de ces deux outils nécessite un minimum d'éducation scolaire. Pour le téléphone portable, elles sont même plus avantagées que les hommes bien qu'elles ne disposent pas toujours les moyens financiers pour se les procurer. Elles les obtiennent parfois en cadeau, ce qui est assez rare chez l'homme. Il faut dire qu'au Cameroun, en matière d'accès aux TIC, des efforts se font sentir, que ce soit au niveau du secteur public avec la mise en place de programmes de vulgarisation des TIC dans les écoles ; de même que la politique de défiscalisation de l'outil informatique entre les années 2000 à 2004, du secteur privé avec la prolifération des cybercafés à coût devenu de plus en plus abordable, en moyenne 375cfa l'heure de connexion, des téléphones portables à 25 000cfa ; ou des organismes de coopérations bilatérale ou multilatérale avec des programmes de vente d'ordinateurs reconditionnés à moindre coût.

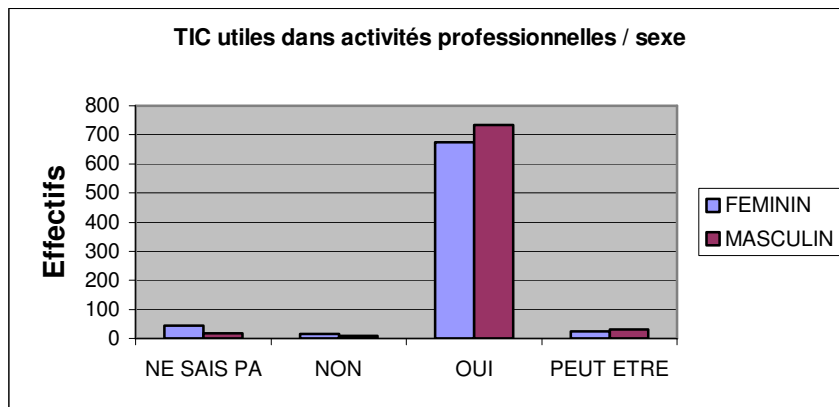
IV.2 Difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC

La valeur de l'indicateur de connectivité nous renseigne que, en matière d'accessibilité aux TIC, hommes et femmes ont à peu près les mêmes chances d'y accéder. La femme, à ce qu'on pourrait croire, n'éprouve pas d'énormes difficultés comparées aux hommes. Ce constat global ne signifie pas qu'hommes et femmes expriment les mêmes difficultés. Pendant que les femmes expriment surtout des difficultés en terme de disponibilité en temps, les hommes mentionnent le manque de moyens financiers. Des variances sont observées en fonction du milieu de résidence, de l'âge et du niveau de scolarisation. Il est indéniable qu'en milieu rural, où l'accès et l'accessibilité sont limités, les femmes comme les hommes, peu importe leur niveau, âge ou classe sociale, ne pourront pas prétendre utiliser les trois TIC au même titre que les habitants des villes.

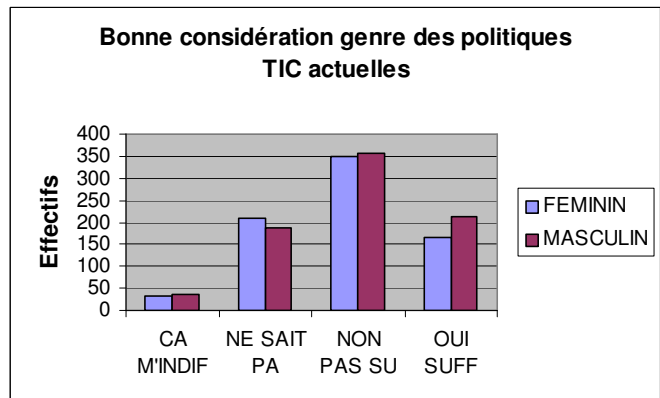
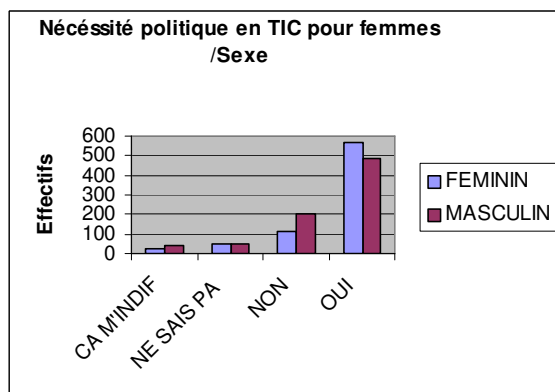
CONCLUSION

L'étude nous a permis de constater que les TIC, même si elles restent encore un secteur dominé par les hommes, les femmes de plus en plus s'y intéressent. Les résultats de l'enquête nous révèlent **une fracture numérique de genre en faveur de l'homme avec un indicateur synthétique qui se situe autour de 0.81**. Cette fracture est particulièrement tangible au niveau du contrôle et du contenu ; par contre, elle est insignifiante pour ce qui est de la capacité et de la connectivité. Ce constat pour ces deux domaines ne signifie pas que la femme bénéficie des mêmes avantages que les hommes dans la société camerounaise. Elle reste toujours confrontée aux obstacles culturels, en matière d'éducation, de finance et de prise de décision.

Il est indéniable qu'homme et femme reconnaissent l'importance des TIC en tant qu'outil de développement socio-économique dans la vie de la communauté, même s'ils ne l'utilisent pas à proportion égale de leur reconnaissance.



Des trois TIC étudiées, les hommes plus que les femmes estiment que les femmes bénéficient équitablement de ces outils et parfois même davantage, lorsqu'il s'agit du téléphone portable. Les contraintes auxquelles font face les femmes en matière de TIC sont par ordre d'importance : l'insuffisance des moyens financiers, le manque de temps, le manque de formation et la faible capacité de décision. Il faut mentionner à ce niveau que la femme camerounaise est très peu soumise, très vite elle prend son autonomie. Les hommes comme les femmes, en majorité les femmes, pensent que, pour que les femmes bénéficient encore plus des TIC, la nécessité de mettre en place des politiques et programmes spécifiques aux femmes s'imposent car les stratégies actuelles ne prennent pas suffisamment en compte les questions de genre.



RECOMMANDATIONS

Au terme de notre étude et au vu des résultats de notre enquête, il se dégage deux principaux constats :

- Les données sociales désagrégées par sexe dans le domaine des TIC sont rares voire inexistantes ;
- Même si la fracture numérique de genre est nette en faveur de l'homme, la femme camerounaise, de plus en plus, s'intéresse et s'approprie les TIC.

Au regard de ces deux éléments, nos recommandations iront dans le sens de la mise en place de mécanismes permettant de résorber ce vide en terme de données et de renforcer ou d'améliorer la place de la femme camerounaise dans cette société de l'information. Il s'agira pour ce qui est des données, de créer un dispositif de veille technologique impliquant les principaux acteurs et ayant en son sein l'expertise genre.

Afin d'améliorer la position de la femme camerounaise dans la e-société, il serait nécessaire de renforcer ses capacités, indépendamment du lieu de résidence pour lui permettre de bénéficier équitablement des TIC dont elle perçoit l'importance et la nécessité. Il serait important de

- Mener des actions de lobbying auprès :
 - o des pouvoirs publics, responsables des programmes et politiques genre et TIC, afin qu'ils intègrent davantage le concept de genre et que des programmes et actions spécifiques soient entreprises et menées en faveur des femmes, surtout celles des zones rurales et péri-urbaines, pour leur permettre de s'arrimer au train de la modernité qui passe nécessairement par les TIC.
 - o des multinationales et autres investisseurs privés du secteur des télécoms dans le sens de l'extension et de la facilitation de l'accès aux TIC pour résorber le problème de connectivité, car notre étude nous permet de constater qu'une frange non négligeable de femmes et d'hommes exprime des difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC, soit 33,35% pour ce qui est de Internet, et 38,20% pour ce qui est du téléphone Portable.
- Mener des actions ponctuelles de formation par le truchement des ONG actives sur le terrain, à travers des séminaires et autres ateliers.

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaires d'enquête



environnement et développement
du tiers monde



réseau genre et TIC

Réseau Genre et TIC
Etude sur la fracture numérique de genre Afrique de l'Ouest et au Cameroun
Septembre 2004

Questionnaire individu (réservé aux résidents)

Bonjour Mr/Mme, Mon nom est,
Je travaille dans le cadre d'une étude sous régionale sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Nous consultons actuellement dans votre localité/institution, un certain nombre de personnes sur des aspects liés à l'utilisation, l'acquisition ou l'accessibilité des (TIC) que sont : l'ordinateur, le téléphone portable et Internet. L'objectif de cette étude est de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de Genre en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun, pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

J'espère que vous résidez habituellement au

Si non : alors, M. Mme. Mlle. nous aurions bien aimé recueillir vos réponses à ce questionnaire, mais étant donné que vous ne résidez pas habituellement au il nous sera difficile de mener à terme l'interview car nous ne souhaiterions pas que vos réponses ne reflètent pas exactement la situation des TIC au Excusez-nous du dérangement et merci pour votre disponibilité.

Si oui : alors, M. Mme. Mlle. nous souhaiterions recueillir vos réponses à ce questionnaire. Elles sont importantes pour les actions à mener ultérieurement. Nous vous assurons que vos réponses seront tenues strictement confidentielles ainsi, personne ne saura comment vous avez répondu. L'interview durera à peine 20 minutes. Est-ce que vous acceptez de participer à cette étude capitale pour l'amélioration du secteur des NTIC au..... ?

MERCI D'AVOIR ACCEPTE

Section 1: Identification

Numéro du questionnaire (Ne pas remplir) |__|__|__|__|

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
101		Numéro d'ordre	_ _ _ _	
102	Langue de l'interview	Français Anglais Arabe Langue nationale	1 2 3 4	
103	Nom de l'Enquêteur.....		_ _	
104	Date	- Jour - Mois	_ _ _ _	
105	Milieu d'enquête	- Urbain - Semi/Peri-urbain - Rural	1 2 3	
106	Pays	Bénin Burkina Cameroun Mali Mauritanie	1 2 3 4 5	

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
		Sénégal	6	
107	Région/province/district	_____	____	
108	Département	_____	____	
109	Commune/Communauté rurale	_____	____	
110	Arrondissement	_____	____	
111	Village/quartier	_____	____	
112	Lieu de résidence de l'enquêté	_____	____	
113	Sexe de l'enquêté(e)	Masculin Féminin	1 2	
114	Situation matrimoniale	Marié Célibataire Divorcé(e)/Séparé (e) Veuf (ve)	1 2 3 4	
115	Âge de l'enquêté (en année révolue)	_____	____	
116	Avez-vous été à l'école ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 118
117	Jusqu'à quel niveau ?	Primaire Secondaire Supérieur	1 2 3	
118	Etes-vous alphabétisé ?	Oui Non	1 2	
119	Quelle est votre situation professionnelle ?	Cadre supérieur Cadre moyen Agent(e) Commerçant (e) Agriculteur (trice) Entrepreneur(e) indépendant(e) Retraité (e) Sans emploi / au foyer Elève/Etudiant(e) Artisans Formateur /formatrice Autre (préciser).....	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12	
120	Quel est votre domaine d'activité ?	Informatique Télécommunication Autre (à préciser)	1 2 3 99	

SECTION II : CONNAISSANCE DU GENRE

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
201	Avez-vous déjà entendu parler de ce qu'on appelle les relations de genre ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 301
202	Où avez-vous entendu parler des relations de genre ?	A la radio A la télévision Au lieu de travail Dans les journaux Autre(préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
203	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur les questions de genre ?	Oui Non	1 2	

SECTION III : L'ORDINATEUR

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
301	Savez-vous utiliser personnellement un ordinateur ?	Oui Non	1 2	
302	Avez-vous parfois recours à des tiers pour utiliser l'ordinateur ?	Oui Non	1 2	
Saut : si l'enquêté répond simultanément « Non » aux deux questions précédentes, alors passez à la question 306				
303	Dans quel cadre utilisez-vous l'ordinateur ?	Dans mes activités personnelles uniquement Dans mes activités professionnelles uniquement A la fois dans mes activités professionnelles et personnelles Aucune utilisation Autre (préciser).....	1 2 3 4 5 99	
304	Où avez-vous accès à l'ordinateur ?	Dans un cybercafé/télécentre/lieu d'accès collectif ou communautaire Autre (à préciser)	Au bureau 1 2 1 2 Au domicile 1 2 1 2 Nulle part 1 2 99	
305	Habituellement combien de fois utilisez-vous l'ordinateur ?	Très occasionnellement Moins d'une fois par mois Une ou plusieurs fois par mois Une ou plusieurs fois par semaine Une ou plusieurs fois par jour	1 2 3 4 5 99	
306	Avez-vous déjà reçu une formation informelle ou formelle en informatique ?	Formation formelle Formation informelle	Oui Non 1 2 1 2	Si 2 et 2 → 401
307	Dans quel cadre avez-vous suivi cette formation ?	Dans un centre privé/professionnel/payant de formation Au cours d'une activité ponctuelle, associative, communautaire, académique, en ligne Par une personne/ un(e) ami(e) Autre (préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
308	De quel niveau ?	Initiation : bureautique, logiciel de traitement de texte et tableur Moyen : autre logiciel, installation de programme, mise à jour anti-virus Avancé : maintenance informatique, programmation, réseaux	1 2 3	
309	Durant votre formation à l'utilisation de l'ordinateur, avez-vous eu à aborder les questions relatives aux spécificités propres aux hommes et aux femmes ?	Oui Non Ne sait pas	1 2 3	

SECTION IV. INTERNET

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
401	Avez-vous déjà entendu parler de l'Internet ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 501
402	Avez-vous une adresse électronique (E-mail) personnelle ?	Oui Non	1 2	

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
403	Vous arrive-t-il d'utiliser Internet ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 410
404	A quelle fréquence utilisez-vous Internet ?	Très occasionnellement Moins d'une fois par mois Une ou plusieurs fois par mois Une ou plusieurs fois par semaine Une ou plusieurs fois par jour	1 2 3 4 5	
405	En moyenne, combien d'heures passez-vous <u>par semaine</u> sur Internet ?	Moins d'une heure Entre 1 et 4 heures Entre 5 et 10 heures Plus de 10 heures	1 2 3 4	
406	Utilisez-vous Internet pour vos besoins personnels ou professionnels ?	Dans mes activités personnelles uniquement Dans mes activités professionnelles uniquement A la fois dans mes activités professionnelles et personnelles Autre (préciser).....	1 2 3 4 99	
407	Où est-ce que vous vous connectez ?	Au bureau Dans un cybercafé/télécentre/lieu d'accès collectif ou communautaire Au domicile Autre (à préciser)	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
408	Pour quelles raisons utilisez-vous le plus souvent Internet ?	Communication inter-individuelle Communication en groupe (liste électronique, forum de discussion, chat) Recherche de documentation et d'informations Information et presse en ligne Jeux/loisirs Achat en ligne Autre (préciser)	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
409	En tant que femme/qu'homme, ce que vous trouvez par le biais d'Internet répond-t-il à vos attentes et besoins ?	Oui parfaitement Oui en partie seulement Non pas du tout	1 2 3	Passez à 411
410	Si vous connaissez Internet sans pour autant l'utiliser, pourquoi ne l'utilisez-vous pas ?	Je n'en vois pas l'utilité, ça ne m'intéresse pas, je ne sais pas exactement Les lieux d'accès ne sont pas pratiques pour moi Les lieux d'accès ne sont pas sûrs, pour moi Je ne peux pas me connecter quand j'ai du temps libre C'est trop cher pour moi C'est trop compliqué à utiliser Il n'y a pas d'endroit où me connecter à proximité Autre (à préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
411	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation formelle ou informelle à l'utilisation d'Internet ?	Formation formelle Formation informelle	Oui Non 1 2 1 2	Si 2 et 2→ 501

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
412	Dans quel cadre avez-vous suivi cette formation ?	Dans un centre privé/professionnel/payant de formation Au cours d'une activité ponctuelle, associative, communautaire, académique, en ligne Par une personne/ un(e) ami(e) Autre (préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
413	De quel niveau ?	Initiation : surfer (naviguer, aller) sur Internet, envoyer/recevoir un message électronique Moyen : chercher des informations sur Internet, utiliser des moteurs de recherche, participer à une liste électronique, un forum de discussion Avancé : publier sur Internet, faire un site web....	1 2 3	
414	La formation dont vous avez bénéficié a-t-elle pris en compte les spécificités propres aux hommes et aux femmes ?		Oui Non Ne sait pas 1 2 3	

SECTION V. LE TÉLÉPHONE MOBILE/PORTABLE/CELLULAIRE

N°	Questions	Réponses	codes	Saut
501	Avez-vous un téléphone mobile ?		Oui Non 1 2	Si 1 → 505
502	Pourquoi (n'en avez-vous pas) ?	Je n'en ai pas l'utilité, ça ne m'intéresse pas, je ne sais pas exactement C'est trop cher pour moi C'est trop compliqué à utiliser Ma zone n'est pas couverte par le réseau GSM Autre (à préciser).....	1 2 3 4 5	
503	Même si vous ne disposez pas de mobile, vous arrive-t-il d'en utiliser ?		Oui Non 1 2	Si 2 → 601
504	Si vous avez à utiliser un téléphone mobile qui n'est pas le vôtre, qu'utilisez-vous ?	Télécentre/publiophone/revendeur de communication Un collègue Un(e) ami(e)/ frangin(e) Un(e) parent(e)/d'un conjoint Ca n'arrive jamais Autre	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
505	L'utilisez-vous pour vos activités personnelles ou professionnelles ?	Dans mes activités personnelles uniquement Dans mes activités professionnelles uniquement A la fois dans mes activités professionnelles et personnelles Autre (préciser).....	1 2 3 4	

SECTION VI CONCLUSION

N°	Questions	Réponses	codes	Aller à
601	Pensez vous que les TIC (ordinateur, Internet, téléphone portable) peuvent/pourraient être utiles dans vos activités professionnelles ?		Oui Non peut-être ne sais pas 1 2 3 4	

602	Pensez-vous que les TIC (ordinateur, Internet, téléphone portable) peuvent/pourraient vous être utiles dans vos activités personnelles ?	Oui Non peut-être ne sais pas	1 2 3 4	
603	Pensez-vous que, comparé aux hommes, les femmes bénéficient des TIC de façon équitable?	Ordinateur Internet Téléphone Ne sait pas	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
604	Pensez-vous que, comparé aux hommes, les femmes ont des contraintes en matière de TIC, en terme : (Enquêteurs suggérez les réponses. Plusieurs réponses sont possibles)	de formation Financiers/équipements Capacité de décision Ne sait pas Autres, (préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
605	Pensez-vous qu'il faudrait mener des politiques et programmes spécifiques pour que les femmes aient accès aux TIC à égalité avec les hommes ?	Oui, il faudrait en mener Non, ce n'est pas nécessaire Ne sait pas Ca m'indiffère	1 2 3 4	
607	Finalement, pensez-vous que les politiques et programmes actuels tiennent suffisamment compte des questions de genre dans le secteur des TIC?	Oui, suffisamment Non, pas suffisamment Ne sait pas Ca m'indiffère	1 2 3 4	

SECTION VII FIN DE L'INTERVIEW

701	Mme / Mlle / M. Merci beaucoup, mais avant de nous quitter j'aimerais savoir si vous souhaiteriez recevoir par courriel (message électronique) les résultats d'analyse de notre enquête (= l'adresse de la page web ou seront publiés les résultats) ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 704
702	Quelle est votre adresse e-mail ? votre numéro de téléphone ?	e-mail : Téléphone :		
703	Votre nom si possible		
704	Accepteriez-vous de répondre éventuellement à des questions complémentaires, par courriel (message électronique)? par téléphone	Par courriel : Par téléphone : (Enquêteur, demander et inscrire si nécessaire les coordonnées fournies par l'enquêté en 702)	Oui Non 1 2 1 2	

Je vous remercie.



environnement et développement
du tiers monde



réseau genre et TIC

Réseau Genre et TIC
Etude sur la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest
Septembre 2004

Questionnaire Institution, Associations et Infrastructures communautaires

Bonjour Mr/Mme, Mon nom est

Je travaille dans le cadre d'une étude sous régionale sur les Technologies de l'Information et de la Communication. (TIC). Nous consultons actuellement dans votre localité/institution, un certain nombre de personnes sur des aspects liés à l'utilisation, l'acquisition ou l'accessibilité des (TIC) que sont : l'ordinateur, le téléphone portable et Internet. L'objectif de cette étude est de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de Genre en Afrique de l'Ouest francophone, pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

Vos réponses à ce questionnaire sont importantes pour les actions à mener ultérieurement. Elles seront tenues strictement confidentielles ainsi, personne ne saura comment vous avez répondu. L'interview durera à peine 20 minutes. Est-ce que vous acceptez de participer à cette étude capitale pour l'amélioration du secteur des NTIC au ?

MERCI D'AVOIR ACCEPTE

Section 1: Identification

Numéro du questionnaire (Ne pas remplir) |__|/|__|/|__|/|__|

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
101		Numéro d'ordre	_ _ _ _	
102	Langue de l'interview	Français Anglais Arabe Langue nationale	1 2 3 4	
103	Nom de l'Enquêteur.....		_ _ _	
104	Situation professionnelle de l'enquêtée	Cadre supérieur Cadre moyen Agent(e)	1 2 3	
105	Date	- Jour - Mois	_ _ _ _ _ _	
106	Milieu d'enquête	- Urbain - Semi/péri-urbain - Rural	1 2 3	
107	Pays	Bénin Burkina Cameroun Mali Mauritanie Sénégal	1 2 3 4 5 6	
108	Région/province/district	_____	_ _ _	
109	Département	_____	_ _ _	
110	Commune	_____		

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
			_ _ _ _	
111	Arrondissement	_____	_ _ _ _	
112	Village/quartier	_____	_ _ _ _	
113	Nom de l'Institution/structure	_____		
114	Type de l'institution/structure	Centre de formation Cybercafé, télécentre, lieu d'accès public ou communautaire Entreprise privée Administration publique Parlement Société Civile Institution régionale/internationale	1 2 3 4 5 6 7	
115	Domaine d'activité de l'institution	TIC Genre Autre (à préciser)	1 2 1 2 1 2	
116	Taille de l'institution (nombre d'employés / membres / collaborateurs, quel que soit leur statut)	Moins de 25 Entre 25 et 50 Entre 50 et 75 Entre 75 et 100 Plus de 100	1 2 3 4 5	
117	Quelle est la décomposition homme/femmes suivant les niveaux hiérarchiques de votre structure ?	Hommes Cadres supérieurs et décisionnel Femmes Cadres supérieurs et décisionnel Hommes Cadres moyens Femmes Cadres moyens Hommes/ agents Femmes / agentes Total hommes Total femmes Données indisponibles	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ 99	

SECTION II : CONNAISSANCE / IMPLICATION DU GENRE

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
201	Votre institution a-t-elle défini une politique de genre (c'est-à-dire la réduction des disparités de statut entre les hommes et les femmes) ?	Oui Non Je ne sais pas ce que c'est	1 2 3	
202	Existe t-il dans votre structure des personnes ayant reçu une formation aux questions de genre ?	Oui Non Je ne sais pas	1 2 3	
203	Votre institution a-t-elle défini une politique particulière en genre et TIC ?	Oui Non Je ne sais pas ce que c'est	1 2 3 99	Si 2 → 301
204	Combien de personnes sont directement impliquées dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de cette politique de genre et TIC ?	Total Hommes Femmes	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ 99	
205	Combien de personnes parmi elles ont reçu une formation de genre ?	Total Hommes Femmes	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ 99	

SECTION III : UNIQUEMENT POUR LES CENTRES ET PROJETS FORMELS ET INFORMELS DE FORMATION EN TIC

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
301	Vos formations en TIC abordent-elles les questions de politiques de TIC, c'est-à-dire les règles selon lesquelles est organisé le développement des TIC (gouvernance et participation, droits, décision, sécurité ...) ?	Oui, à chaque fois Non, sans intérêt Ne sait pas	1 2 3	Si 2 → 303
302	Si Oui, lesquelles ?	_____		
303	Les formations en TIC que vous dispensez, prennent-elles en compte les questions de genre (c'est-à-dire les questions relatives aux spécificités propres aux hommes et aux femmes) ?	Dans la sélection des formateurs/trices Dans la sélection des bénéficiaires Dans le contenu de la formation Dans les supports pédagogiques de formation Ne sait pas	1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 99	
304	Votre offre de formation est-elle aménagée de manière à tenir compte de contraintes spécifiques aux femmes?	Horaires adaptés Quotas de femmes Formations pour les femmes seulement Ne sait pas Autre, préciser	1 2 1 2 1 2 1 2 99	

SECTION IV CONCLUSION

N°	Questions	Réponses	codes	Aller à
401	Dans les activités de votre institution liées aux TIC, les femmes pourraient-elles avoir un quelconque impact ?	Oui Non peut-être ne sait pas	1 2 3 4	Si 2,4 → 403
402	Si oui, de quelle nature ?	_____		
403	Votre institution serait-elle prête à participer à et/ou soutenir des initiatives de politique visant à valoriser la place des femmes dans ses activités de TIC ?	Oui Non peut-être ne sait pas	1 2 3 4	

SECTION V FIN DE L'INTERVIEW

501	Mme / Mlle / M. Merci beaucoup, mais avant de nous quitter j'aimerais savoir si vous souhaiteriez recevoir par courriel (message électronique) les résultats d'analyse de notre enquête (= l'adresse de la page web où seront publiés les résultats) ?	Oui Non	1 2	
502	Quelle est votre adresse e-mail ? votre numéro de téléphone ?		
503	Votre nom si possible/		
504	Accepteriez-vous de répondre éventuellement à des questions complémentaires, par courriel (message électronique) ou par téléphone (à quel numéro de téléphone : _____)	Oui Non	1 2	

Je vous remercie.

Annexe 2 : Tableau synthétique des indicateurs de la FNG au Cameroun

Rappel des données de consensus :

Recherche exploratoire non exhaustive

3 TIC observées : ordinateur, téléphone portable, Internet

4 domaines stratégiques : Contrôle, contenus, capacités, connectivité

Zones observées : zones rurales, péri-urbaines et urbaines où les TIC sont accessibles

Population de référence : les femmes et les hommes

(FNG = fracture numérique de genre)

Indicateur synthétique de la fracture numérique de genre: 0,818909885

		Femmes	Homme	Global
1.	Indice de contrôle	0,229080611	0,55583559	0,412137357
		Valeur	Valeur	
1.1	Pourcentage de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) des instances politiques de décision des TIC ayant/n'ayant pas reçu une formation en genre	Nombre de personnes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des <u>instances politiques</u> 31,51%	68,49%	50,00%
1.2	Pourcentage de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs) des instances économiques (formelles et informelles) de TIC	Nombre de personnes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des <u>instances économiques</u> 24,37%	75,63%	50,00%
1.3	Pourcentage de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) dans les organisations de la société civile ayant pour mandat le secteur des TIC	Nombre de personnes présentes 3 échelons hiérarchiques dans les <u>organisations de la société civile ayant pour mandat le secteur des TIC</u> 28,77%	71,23%	50,00%
1.4	Pourcentage d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives dans le pays	Nombre d' <u>organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC</u> 6,98%	6,98%	6,98%

1.5	Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC /dimension de genre des principes fondateurs des politiques de TIC				OUI
2.	Indice de pertinence des		0,420638675	0,371500675	1,132268939
2.1	Pourcentage Catégories de contenus virtuels "consommés" par les femmes et les hommes (loisir, domestique, formation, économique, politique)	Nbre de personnes utilisant contenus virtuel			
	Communication inter-individuelle		88,01%	79,33%	83,42%
	Communication en groupe		18,73%	17,33%	17,99%
	Recherche de documentation et d'informations		54,68%	64,33%	59,79%
	Information et presse en ligne		25,09%	35,00%	30,34%
	Jeux/loisirs		22,47%	21,00%	21,69%
	Achat en ligne		2,62%	3,00%	2,82%
	Autre		1,50%	1,33%	1,41%
2.2	Pourcentage de produits électroniques (sites, listes, téléphoniques) nationaux traitant du genre (1) en langue française et (2) en langue nationale, selon typologie de producteur (public, privé, civil)	Nombre de sites traitant questions de genre	10,53%	10,53%	10,53%
2.3	Pourcentage Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes	Nombre de personnes se déclarant satisfaites des contenus	97,00%	97,33%	97,18%
2.4	Pourcentage de femmes et d'hommes produisant ou s'occupant des contenus ayant reçu une formation en genre.	Nombre de personnes produisant ou s'occupant des contenus ayant reçu une formation en genre	100,00%	42,31%	53,13%

3.	Indice de capacités		0,353362728	0,36077258	0,979461155
3.1.	Pourcentage de femmes et d'hommes alphabétisés/scolarisés (3 niveaux d'éducation : primaire, secondaire, supérieur) quelque soit la langue				
	Alphabétisation		73%	84%	78,50%
3.2.	Pourcentage de femmes et d'hommes ayant reçu une formation formelle ou informelle en informatique et à Internet (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)	Nombre de personnes ayant reçu une formation formelle ou informelle en informatique (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)	30,29%	28,95%	29,61%
		Nombre de personnes ayant reçu une formation formelle ou informelle à internet (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)	13,76%	16,18%	15,00%
3.3.	Pourcentage de formations en TIC (y compris en ligne) prenant spécifiquement en compte les questions de genre / questions de politiques des TIC (formateurs, bénéficiaires, contenus, méthodes)				
	Nombre de formation en TIC prenant en compte les politiques TIC		90,00%	90,00%	90,00%
	Nombre de formation en TIC prenant en compte les questions de genre	Dans la sélection des formateurs/trices	35,00%	35,00%	35,00%
		Dans la sélection des bénéficiaires	30,00%	30,00%	30,00%
		Dans le contenu de la formation	25,00%	25,00%	25,00%
		Dans les supports pédagogiques de formation	10,00%	10,00%	10,00%
3.4.	Pourcentage de femmes et d'hommes professionnel(le)s des TIC, actifs/en formation, selon leur niveau (agent, cadre/professionnel, décideurs)	Nombre de personnes actives dans le domaine des TIC	10,98%	5,56%	8,21%

4. Indice de connectivité (accès et accessibilité)		0,322631073	0,330766579	0,975404087	
4.1.	Pourcentage de femmes et d'hommes utilisant l'ordinateur/Internet/un téléphone portable, dans le cadre de leurs activités professionnelles ou personnelles	Nombre de personnes utilisant un ordinateur dans le cadre de leurs activités	40,87%	46,27%	43,63%
		Nombre de personnes utilisant le téléphone dans le cadre de leurs activités	82,28%	84,45%	83,39%
		Nombre de personnes utilisant internet dans le cadre de leurs activités	35,32%	37,93%	36,65%
4.2.	Pourcentage de femmes et d'hommes ayant accès à l'ordinateur/le téléphone portable/internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)	Accès à un ordinateur selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)			
		Au bureau	10,71%	13,65%	12,22%
		Dans un cybercafé/télécentre/lieu d'accès collectif ou communautaire	29,23%	34,39%	31,87%
		Au domicile	9,79%	11,50%	10,67%
		Autre	3,44%	4,55%	4,01%
		Accès au téléphone selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)			
		Télécentre/publiphone/revendeur de communication	53,17%	49,18%	51,13%
		Un collègue	6,35%	5,94%	6,14%
		Un(e) ami(e)/frangin(e)	27,25%	21,24%	24,18%
		Un(e) parent(e)/d'un conjoint	33,60%	27,43%	30,45%
		Accès à internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)			
		Au bureau	4,37%	4,80%	4,59%
		Dans un cybercafé/télécentre/lieu d'accès collectif ou communautaire	32,94%	34,64%	33,81%
		Au domicile	1,98%	1,64%	1,81%
		Autre	0,93%	1,52%	1,23%

4.3.	Pourcentage de femmes et d'hommes ayant souscrit à un abonnement au téléphone portable/abonné(e)s à une adresse Internet	Nombre de personnes ayant une adresse e-mail dans le cadre de leurs activités	29,76%	29,71%	29,73%
		Nombre de personnes ayant un Téléphone portable dans le cadre de leurs activités	50,26%	55,12%	52,75%
4.4.	Pourcentage de femmes et d'hommes utilisant l'ordinateur/Internet/le téléphone portable selon l'utilisation faite : usage personnel (loisir, développement social et personnel) ; professionnel (économique) ; citoyen (politique, information, stratégique)	Nombre de personnes utilisant un ordinateur dans le cadre de leurs activités	40,87%	46,27%	43,63%
		Nombre de personnes utilisant le téléphone dans le cadre de leurs activités	82,28%	84,45%	83,39%
		Nombre de personnes utilisant internet dans le cadre de leurs activités	35,32%	37,93%	36,65%
4.5.	Pourcentage de femmes et d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC : disponibilité/coût ; disponibilité sur le lieu fréquenté ; horaires de disponibilités ; sécurité du lieu d'accès ; distance d'accessibilité ; langue ; divers	Nombre de personnes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à un ordinateur			
		Nombre de personnes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet	49,87%	49,68%	49,77%
		Nombre de personnes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à un Téléphone portable dans le cadre de leurs activités	49,21%	45,39%	47,25%

Annexe 3 : Échelle de mesure de la fracture numérique de genre

Valeur	Interprétation
0.90 – 0.99	Fissure numérique de genre en faveur de l'homme
1.00 – 1.10	Fissure numérique de genre en faveur de la femme
0.70 – 0.89	Fracture numérique de genre en faveur de l'homme
1.11 – 1.30	Fracture numérique de genre en faveur de la femme
0.30 – 0.69	Gouffre numérique de genre en faveur de l'homme
1.31 – 1.50	Gouffre numérique de genre en faveur de la femme
0.01 – 0.29	Pénurie numérique de genre en faveur de l'homme
1.51 -	Pénurie numérique de genre en faveur de la femme

BIBLIOGRAPHIE

- 1- « ICT sector performance in Africa, a review of seven african countries », www.reearchictafrica.net, Alison Gillwald, march 2004.
- 2- « Document de stratégie de réduction de la pauvreté », République du Cameroun, document préliminaire, août 2000.
- 3- www.sdnpc.cm/ict/lois/index.htm, recueil des textes législatifs et réglementaires.
- 4- « Plan national des infrastructures de la communication et de l'information », Cameroun, May 2001.
- 5- « Appropriation des technologies de l'information de la communication à l'ART », Cameroun, Aboubakar Zourmba, mars 2003.
- 6- « Rapport des progrès des ODM au niveau provincial », République du Cameroun, décembre 2003.
- 7- « Plan stratégique national des infrastructures de la communication et de l'information du Cameroun, 2004-2015 », Draft, version 2004
- 8- « World Bank development Data Group. ICT at a glance », 2003 Washington, World Bank.
- 9- « The world factbook », CIA, April 2004 www.cia.gov/cia/publications/factbook.
- 10- « World telecommunication development report », Union internationale des télécommunications, 2003.
- 11- « Citoyennes africaines de la société de l'information », Réseau genre et TIC, 2004.
- 12- www.spm.gov.cm/portail, le portail du gouvernement camerounais.
- 13- « La constitution camerounaise », version révisée 1995.
- 14- « Enseignement des TIC au secondaire et au supérieur dans la sous région CEMAC », Dr Olivier Nana accéder, septembre 2003.
- 15- « Étude sectorielle sur la formation dans les TIC au Cameroun », Dr Olivier Nana accéder, Gisèle Makamte Yitamben, octobre 2002.
- 16- « Stratégie sectorielle des télécommunications et TIC », MINPOSTEL, Draft 2004.
- 17- « Toolkit on Gender Indicators in Engineering, Science and Technology », Huyer, Sophia and Gunnar Westholm, 2001 ; produced for Unesco and Gender Advisory Board, United Nations Conference on Science and Technologie for Development.